

Classiques des sciences sociales dans le champ militaire

Morris Janowitz, *The Professional Soldier : A Social and Political Portrait*, Glencoe, Free Press, 1960 (2^e édition, 1971 ; 3^e édition : New York, Macmillan, 1974).

Par Bernard Boëne

Cet ouvrage est le point de départ d'une des traditions centrales du champ militaire dans les sciences sociales. Le 50^e anniversaire de sa publication fournit l'occasion de le présenter, et d'inaugurer avec lui la rubrique 'Classiques' de *Res Militaris*.

La sortie de *The Professional Soldier* apparaît rétrospectivement comme un tournant dans les rapports entre sciences sociales et questions militaires, en Amérique d'abord, mais très vite aussi en Europe et ailleurs. Autour de son auteur, et de l'aura que lui vaut ce livre, se constitue un milieu spécialisé de *social scientists* matérialisé par la création en 1961 d'une association scientifique bientôt forte de plusieurs centaines de membres (universitaires, officiers, journalistes), laquelle prendra après 1965 le nom d'Inter-University Seminar (IUS) on Armed Forces & Society. Les quatre derniers mots serviront de titre à une revue interdisciplinaire, lancée en 1974, dont les parrains, outre Janowitz, seront Raymond Aron, l'Anglais Samuel Finer et le Néerlandais Jacques Van Doorn (auteurs dont Janowitz se sentait proche, et avec qui il avait fondé en 1962 le Comité de recherche 01, 'Forces armées et résolution des conflits', au sein de l'Association Internationale de Sociologie).

Au milieu des années 1970, soit quinze ans après la sortie de l'édition initiale du maître-ouvrage, les ingrédients d'une école sont réunis.¹ À supposer que la chose ait été voulue

¹ On trouve de ces ingrédients, sous la plume de Philip Bosserman à propos de Gurvitch, une énumération qui s'applique fort bien à l'école janowitzienne: "...un leader intellectuel charismatique, une base institutionnelle, un corps de disciples, une communauté plus large de spécialistes avertis de tout ce qui concerne cette école, des débouchés pour la publication et la discussion des idées, des exégètes de la pensée du maître, une nouvelle conception générale (...) remplaçant celle qui occupait auparavant la position dominante, et un ouvrage-clé du maître servant de référence". P. Bosserman, "Georges Gurvitch et les Durkheimiens en France, avant et après la Seconde Guerre mondiale", *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.70, 1981, cité par Monique Hirschhorn, *Max Weber et la sociologie française*, Paris, L'Harmattan, 1988, p.60.

et planifiée, ce qui n'est pas certain, Janowitz a fait, en la matière, aussi bien que Durkheim, Weber et Gurvitch.²

L'auteur

Morris Janowitz est né en 1919, à Paterson, New Jersey. Il vient de finir une licence d'économie à New York, suivie d'une brève période d'étude de la presse européenne dans les pays sous occupation allemande, avec Harold Lasswell au ministère fédéral de la Justice, lorsqu'en 1943 il est mobilisé. Bientôt sous-lieutenant, il est envoyé à Londres par Herbert Marcuse (que la guerre a improvisé officier de l'OSS, ancêtre de la CIA) pour s'intégrer à une équipe de recherche sur le moral de l'armée allemande au travers d'interrogatoires de prisonniers et de documents saisis sur l'adversaire.³ Là, il manque de peu de laisser sa vie dans un raid de la *Luftwaffe*. Il suit les troupes alliées après le débarquement. Cette expérience de la guerre, vue d'en haut, dans les bureaux de l'état-major d'Eisenhower, puis d'en bas sur le terrain, le marque assez profondément pour susciter chez lui une vocation 'militaire' qui prendra corps dès que sa thèse de doctorat est soutenue, à l'Université de Chicago, en 1948. Il ne la reniera jamais, puisque quatre décennies plus tard (1988), à sa demande, il sera enterré au cimetière militaire de Fort Sheridan, au nord de la ville.

Il est Maître de conférences à l'Université du Michigan, lorsqu'à l'âge de 33 ans, il obtient d'une fondation un important financement en vue d'un programme de recherche sur les relations civilo-militaires. Le sujet est alors d'actualité. Les États-Unis d'après-guerre prennent conscience d'un bouleversement durable de leur équilibre constitutionnel, que les pères-fondateurs n'avaient guère envisagé: les armées pèsent désormais, en termes d'effectifs⁴ et de budget, *dix fois* plus lourd qu'entre 1920 et 1940, et plus encore par rapport au 19^e siècle. Leur présence dans les institutions et leur influence sont sans commune mesure avec ce qu'elles avaient été jusque-là en temps de paix.

² La comparaison n'est pas incongrue. Même si c'est à ce titre qu'il intervient ici, Morris Janowitz n'est pas le spécialiste étroit d'un champ thématique qu'il a contribué à institutionnaliser, il est aussi un généraliste reconnu comme tel par le département de sociologie de Chicago (qu'il dirigera de 1967 à 1972), l'American Sociological Association (qui l'éliera vice-président en 1970), et l'Académie américaine des Arts et des Sciences, auteur d'études sur la dynamique des préjugés raciaux (1950), d'une somme, couronnée par le Prix Laing, sur le dernier demi-siècle américain (*The Last Half-Century*, 1978), et d'un ouvrage programmatique, *The Reconstruction of Patriotism* (1982), où il assume jusqu'au bout l'héritage de l'école de Chicago.

³ Cet épisode donnera lieu après la guerre (1948) à un article célèbre, écrit avec Edward Shils, l'un des rares textes de sociologie militaire américaine traduit en France, par Henri Mendras et Éric de Dampierre: "Cohésion et désagrégation dans la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale", in *Éléments de sociologie, Textes*, Paris, Armand Colin, 1968.

⁴ La Défense emploie désormais, directement ou indirectement, 10% de la main-d'œuvre nationale.

En 1961, après la publication du *Professional Soldier*, il revient comme professeur titulaire à l'Université de Chicago, où il donnera toute la mesure de son talent jusqu'à sa mort. Il s'y fait le porte-étendard de la tradition pragmatique, alors fort minoritaire, héritée des deux premières générations de la prestigieuse école locale de sciences sociales, qu'il concilie (suivant en cela Harold Lasswell) avec l'influence webérienne. Il bataille pour faire sortir la sociologie militaire du registre de l'ingénierie sociale héritée de la période 1942-45, qu'il estime justifiée en temps de guerre totale, mais inadaptée aux besoins d'une démocratie de temps de paix, ou même en temps de guerre limitée : si la recherche doit influencer sur l'action politique et militaire, il lui préfère l'éducation du jugement des décideurs, fondée sur une science autonome. Il bataillera aussi contre les facilités de la polémique dénonciatrice des dangers du militarisme, au nom du rôle sociopolitique d'intégration et de renforcement des normes citoyennes que peuvent jouer les armées, sans mettre en péril ni la paix (une nouvelle grande guerre est bloquée par les armes nucléaires tant que les dirigeants sont attentifs à la stabilité internationale), ni la démocratie (dès lors que les grands équilibres institutionnels sont préservés, et que les armées sont harmonieusement intégrées à la société). Le souvenir laissé par cette longue période est celle d'une grande productivité intellectuelle – la sienne propre et celle de nombreux disciples dans son sillage –, qui font de Chicago le pôle à dominante sociologique de la réflexion sur les questions de sécurité, rival des universités de la côte Est (Harvard, MIT, Yale, Princeton, Columbia, Georgetown), dominées par la science politique,⁵ une forte tradition positiviste et, à l'époque, l'influence du structuro-fonctionnalisme parsonien.

Son œuvre intellectuelle et institutionnelle lui survit jusqu'à aujourd'hui, aux États-Unis, mais encore en Europe. L'Inter-University Seminar on Armed Forces & Society est toujours debout, et continue à drainer plusieurs centaines de spécialistes, venus des quatre coins de l'Amérique mais aussi de l'étranger, lors de ses grand-messes biennales. Souvent prémonitoires, les thèses centrales de Janowitz n'ont en effet guère pris de rides.

Le contexte de production de l'ouvrage

En 1953, Janowitz organise, sur la thématique des rapports civilo-militaires, un séminaire-programme qui réunit de Jeunes Turcs – entre autres, Samuel Huntington (alors à

⁵ Le pôle de la côte Est semble par comparaison beaucoup moins unifié que celui de Chicago. La rivalité se manifeste dès l'origine par les réactions du premier aux initiatives du second : à la fondation de l'Inter-University Seminar en 1961 répond l'année suivante, à Georgetown University, celle du CSIS (Center for Strategic & International Studies, Washington) ; la création, en 1974, de la revue de Janowitz. *Armed Forces & Society*, est suivie en 1976 de l'apparition à Boston (MIT, Harvard) d'*International Security*. Entre les deux pôles, les doubles appartenances et les points de contact seront toujours ténus. Le milieu spécialisé américain est donc clivé au double plan disciplinaire et régional.

Columbia), Kurt Lang (Queens College), Maury Feld (Harvard) et Albert Biderman. Le projet reçoit l'appui des caciques de la science politique d'alors, parmi ceux (Charles Merriam, Harold Lasswell, Louis Smith, Pendleton Herring) qui ont attiré l'attention sur les problèmes que soulève le nouvel équilibre entre armées, État et société.

Deux traits apparaissent nettement dans ce groupe à l'origine du paradigme dominant dix ans plus tard : un effet de génération – ce sont des universitaires autour de la trentaine qui cherchent à penser *autrement* les relations civilo-militaires – et une dimension élitiste, puisqu'ils viennent tous d'universités de premier plan, confirmant par là que seul le prestige de grandes institutions de savoir permet de transgresser sans trop de dommage le tabou d'un sujet qui, dans la tradition libérale des États-Unis, sent encore le soufre. On s'explique ainsi qu'entre les nouveaux venus et la génération des auteurs qui s'étaient aventurés dans le champ à la fin des années 1930, la solidarité l'ait emporté sur l'opposition que pouvait engendrer la rupture conceptuelle : au plan institutionnel, les efforts des Jeunes Turcs s'inscrivent dans la continuité de long terme.

Comme dans l'entre-deux-guerres, en effet, les fondations philanthropiques ne ménagent pas leur soutien à l'exploration de questions qui leur paraissent de la plus haute importance : c'est le cas du Twentieth Century Fund, de la Fondation Ford, ou de la Dotation Carnegie. L'American Political Science Association inscrit les relations civilo-militaires à son ordre du jour. L'Institute of War and Peace Studies de Columbia fait de même à l'instigation du général Eisenhower, qui préside alors cette université. Le Social Science Research Council, organisme à l'origine du *Causes of War Project* de Chicago dans les décennies 1920 et 1930, qui avait conduit à la grande synthèse de Quincy Wright sur la guerre en 1942,⁶ se manifeste par un recensement bibliographique exhaustif sur les rapports civilo-militaires.

En quoi ces jeunes chercheurs universitaires innove-t-ils ? Essentiellement en dépassant les problématiques traditionnelles de la *subordination* et du *contrôle* des armées par le pouvoir politique civil, déjà signalées comme nécessaires mais désormais insuffisantes par la génération précédente pendant la guerre, pour s'attacher à penser la *coordination* civilo-militaire qu'impose une complexité accrue de l'art de la guerre, clairement de nature à paralyser les contrôles externes classiques, lesquels risquent au surplus d'entraver l'action. D'emblée, ils savent, parce que leurs devanciers l'avaient montré, que ce mélange ambigu de subordination et de coordination entre politiques et militaires, et la difficulté du contrôle d'une grande institution publique dont le fonctionnement est devenu opaque, ne sont pas particuliers

⁶ Quincy Wright, *A Study of War*, Chicago, University of Chicago Press, 1942.

aux armées. Leur analyse s'inscrira donc dans un cadre plus large, celui des rapports entre administration et politique, mais elle pose d'entrée la question d'éventuelles spécificités des armées.

L'innovation réside dans le recours au concept de 'profession',⁷ qui vient d'opérer une entrée en force dans le vocabulaire des sciences sociales américaines, comme clé de l'analyse. C'est à l'origine une notion de sens commun. Dans la tradition anglo-saxonne, elle s'applique depuis la Renaissance et la Réforme aux juristes, aux ecclésiastiques (protestants), aux universitaires, aux médecins et parfois (comme l'atteste l'expression ancienne de *profession of arms*) aux soldats de métier d'un certain rang. À l'époque victorienne, en Grande-Bretagne comme en Amérique, au moment où l'industrialisation et le triomphe de la société bourgeoise sur les élites traditionnelles redistribuent les niveaux de statut social, une codification se met en place qui assure à certains rôles sociaux, supposant un haut niveau de formation, des normes de loyauté que l'esprit de lucre et le marché ne sauraient garantir, un prestige élevé et parfois des délégations d'autorité publique. Le sujet n'avait guère inspiré les *social scientists* avant les années 1930.

Les choses changent avec la parution en Angleterre du livre de deux professeurs de l'Université de Liverpool, A.M. Carr-Saunders et P.A. Wilson, *The Professions*. Dans cet ouvrage de 1933, ils présentent une définition en trois termes qui résume fort économiquement toutes celles qui viendront par la suite, et multiplieront à l'envi les traits distinctifs sans apporter autre chose qu'une explicitation du modèle originel : est 'profession' tout métier qui exige (1) une formation longue garante d'une expertise essentielle au plan social, (2) une éthique de service envers la société, et (3) la conscience de former un groupe organisé non soumis à une dépendance externe.

La première utilisation concrète, dans les sciences sociales américaines, du concept ainsi défini semble être celle qu'en fait William Mosher, politiste, lorsqu'il l'applique en 1938 à la professionnalisation, amorcée sous Roosevelt, de la Fonction publique⁸ : notamment par le

⁷ Les guillemets s'imposent en français (et seront désormais utilisés de manière systématique pour éviter les confusions) puisque le vocable y renvoie à toute occupation dont on peut tirer un revenu. L'anglais, au contraire, distingue entre *occupation* (activité professionnelle, quelle qu'elle soit) et *profession* (terme valorisé qui ne s'applique qu'à certains rôles sociaux impliquant un *art* à forte teneur intellectuelle, donc une formation longue).

⁸ William E. Mosher, "Public Administration : The Profession of Public Service", *American Political Science Review*, vol.32, n°2, 1938, pp.332-342. L'auteur donne au passage une indication intéressante sur les raisons, et du peu d'intérêt manifesté jusque-là pour la notion, et de son émergence soudaine : le libéralisme ambiant n'a aucun goût pour les coalitions susceptibles d'entraver le libre fonctionnement du marché en créant des raretés factices ; la crise, le New Deal et surtout l'avalisation du *Wagner Act* de 1935 par la Cour suprême, en légitimant les syndicats, légitiment du même coup les autres types de coalitions.

recrutement, nécessaire à l'administration des programmes du New Deal, de quelques milliers de *social scientists*. Il y présente le fonctionnaire public comme le représentant d'une corporation à part, "*which carries with it its own noblesse oblige*". Le thème du contrôle normatif interne sera théorisé deux ans plus tard, dans le cadre de la problématique webérienne des rapports entre experts et politiques, par ce connaisseur précoce de Weber qu'est Carl Friedrich.^{9 10} On notera que la notion de 'professionnalisation' est d'emblée envisagée dans un cadre bureaucratique, et que n'est pas posé encore le problème de tensions possibles entre 'profession' (collégiale) et bureaucratie (hiérarchique).¹¹ Il reviendra à Parsons, dont les premiers écrits¹² sur la question (inspirés par Weber, mais aussi par Pareto [élites] et Durkheim [corporations]) remontent à 1939, de montrer que le second concept ne subsume pas entièrement le premier.

Il est bien vrai, comme le suggère Pierre Tripier dans sa thèse d'État, que la notion de 'profession' est devenue centrale après cela en raison du Taft-Hartley Act de 1947, lequel, en distinguant nettement syndicats et associations 'professionnelles', tente de figer par le droit et la jurisprudence la séparation entre 'professions' (susceptibles de contrôler leur propre recrutement) et autres types d'emplois ou métiers.¹³ Les avantages de prestige et de revenus qui s'attachent au statut juridique de 'profession' sont très recherchés ; les tribunaux étant chargés d'examiner le bien-fondé des requêtes visant à transformer un métier, soumis à la

⁹ C.J. Friedrich & E.S. Mason, *Public Policy*, Cambridge, MA, Harvard U.P., 1940. Cette problématique, rendue nécessaire dans la pratique par l'insuffisance des contrôles externes, s'inscrit dans la continuité d'une tradition normative de séparation (jamais aussi bien assurée aux États-Unis qu'en Europe) entre politique et administration. Cette tradition intellectuelle, webérienne avant la lettre, remonte au début du siècle, notamment à Frank J. Goodnow, *Politics and Administration*, New York : Macmillan, 1900.

¹⁰ Il faut rapprocher ceci de la parution des écrits de Luther Gulick sur la déformation professionnelle, et des articles de Robert Merton sur les dysfonctionnements bureaucratiques, où apparaît l'idée que "*la discipline ne peut être effective que si la norme idéale est étayée par un puissant sentiment du devoir, un sens aigu des limites de l'autorité et des attributions du bureaucrate, et une manière de servir fondée sur l'accomplissement méthodique de ses tâches ordinaires*" (Merton, 1940). Cf. "Notes on the Theory of Organization", in Luther Gulick & L. Urwick (ss.dir.), *Papers on the Science of Administration*, New York, Institute of Public Administration, 1937 ; Robert K. Merton, "The Unanticipated Consequences of Purposive Action", *American Sociological Review*, vol.1, 1936, pp.894-904, et "Bureaucratic Structure and Personality", *Social Forces*, vol.17, 1940, pp.560-568.

¹¹ Ces problèmes sont de ceux qu'on soulève immédiatement en France, où l'équivalent habituel de la notion de 'profession' est situé dans les 'professions libérales', entendues non au sens du 19^e siècle (professions intellectuelles) mais au sens juridique devenu courant au 20^e (professions indépendantes soumises à un 'ordre').

¹² Talcott Parsons, "The Professions and Social Structure", *Social Forces*, vol.17, mai 1939, pp.457-467.

¹³ Pierre Tripier, *Approches sociologiques du marché du travail : Essai de sociologie de la sociologie du travail*, thèse d'État, Université Paris-VII, 1984, pp.396 et suivantes.

législation de droit commun et au marché du travail, en ‘profession’ dûment accréditée, on conçoit qu'à compter de cette date cette question soit devenue socialement brûlante, et que les sciences sociales aient commencé à s'en préoccuper activement.

Au moment où s'en saisissent les jeunes politistes et sociologues qui vont constituer le noyau initial du milieu spécialisé ‘militaire’, les Janowitz, Huntington et autres Feld, la notion de ‘profession’ est donc très présente dans l'air du temps, et elle s'offre à eux comme un outil analytique parfaitement adapté à leur problème. Des auteurs britanniques les ont au demeurant précédés dans cette voie¹⁴ en l'appliquant aux officiers de la Royal Navy.

L'intérêt analytique primordial du concept est de faire fond, pour pallier les faiblesses de contrôles objectifs externes devenus passablement inopérants, sur des contrôles (1) objectif interne et (2) *subjectifs interne et externe* : celui que s'impose elle-même, à l'instar de la médecine, une ‘profession’ symboliquement privilégiée en sanctionnant les manquements aux normes professionnelles qui fondent ce privilège, au risque de perdre son honneur social si elle ne s'y plie pas, et celui qu'exerce de l'extérieur l'opinion publique.¹⁵ Il connaît quelques limites, dont ses tenants sont parfaitement conscients. Sa première faiblesse est d'être un concept normatif, exposé au risque d'enfermer l'analyse dans une tautologie stérile – un groupe ‘professionnel’ qui se dérobe à son devoir d'autocontrôle en violant ses propres normes n'en est plus un (ce qui fait échapper la théorie à l'invalidation, mais la vide de toute substance). Sa seconde limite est que certains métiers ou institutions qui répondent aux deux premiers critères du ‘professionnalisme’, ne répondent pas au troisième parce qu'œuvrant dans un cadre public,

¹⁴ Michael Lewis, *England's Sea Officers : The Story of the Naval Profession*, Londres, Allen & Unwin, 1939 ; Norbert Elias, “Studies in the Genesis of the Naval Profession”, *British Journal of Sociology*, vol.1, 1950, pp.291-309.

¹⁵ Huntington ne fait mention que du contrôle objectif interne, c'est-à-dire délégué à la profession, et portant sur les résultats objectifs de l'action : si les officiers sont fidèles aux normes du professionnalisme, ils s'autocontrôlent de manière satisfaisante au regard de la fonction qui est la leur et des impératifs qui l'accompagnent. La question de savoir si la société et le pouvoir politique acceptent les canons du professionnalisme militaire est réglée par lui d'une manière qui ne peut pas ne pas poser problème : il faut que l'idéologie civile dominante, libérale, se convertisse au conservatisme de type burkien, seul capable de faire leur place aux impératifs de la Défense dans la situation d'insécurité extérieure prolongée qui existe depuis le début de la Guerre froide. Chez Janowitz, cette dernière option est remplacée, au contraire, par une intégration des militaires à la société, dont ils acceptent et comprennent les valeurs. Mais il ajoute, en peu de mots, un aperçu du mécanisme subjectif rendant possible l'autocontrôle, fondé sur le code d'honneur du corps des officiers et sur le sentiment d'être appréciés par la société. On ne peut s'empêcher, à propos d'éléments à la fois objectifs et subjectifs et de l'honneur qui leur sert de cheville ouvrière, de songer à ce que Georg Simmel écrivait sur l'honneur il y a plus d'un siècle en matière de contrôle social : “[...] *le droit remplit des fins objectives par des moyens objectifs, la moralité des fins subjectives par des moyens subjectifs, et l'honneur des fins objectives par des moyens subjectifs*” (G. Simmel, *Sociologie*, Paris, P.U.F., 1999 [1898]). Janowitz ne cite pas Simmel, mais le lien est peut-être indirect : on sait la très forte influence de ce dernier sur les premières générations de l'école de Chicago, dont Janowitz se voulait l'héritier.

ils sont par construction dans la dépendance du politique : c'est le cas, au moins au niveau de leur encadrement, des grandes administrations, et surtout des armées puisqu'elles n'entrent en action, et n'y mettent fin, que sur ordre du ou des titulaires du pouvoir politique souverain. Il convient donc, pour circonvenir ces difficultés, de postuler un degré substantiel d'autonomie malgré la subordination, et de préciser les conditions sociales et organisationnelles nécessaires auxquelles cette autonomie et le 'professionnalisme' qu'elle rend possible sont effectifs.

Telle est la problématique qui fournit l'axe d'un programme qu'ils exécuteront d'abord de manière divergente et fortement contrastée. Il est en effet deux façons au moins de l'aborder. L'une est structurale et statique : elle s'appuie sur une analyse intemporelle des impératifs fonctionnels du corps des officiers, et doit beaucoup, par son inspiration générale, aux écrits de Talcott Parsons. C'est la voie que suivra Samuel Huntington, dans son célèbre *The Soldier and the State* (1957). Il y note que ceux qui se préparent à des guerres éventuelles sont animés d'une idéologie nécessairement conservatrice, qui considère la guerre comme inévitable au moins sur le long terme. Les inconvénients d'une telle approche, très tôt aperçus par Merton et ses disciples, notamment sa complaisance envers l'idéologie institutionnelle de ceux qu'on étudie et la minoration des facteurs autres que normatifs, rendent intellectuellement fragile cette première application du concept de 'professionnalisme' aux rapports civilo-militaires.

La seconde voie, si elle ne néglige pas les impératifs fonctionnels, est essentiellement dynamique. Elle emprunte ses références à Weber et à la vision pragmatique, celle de Dewey et de l'école de Chicago, d'un univers-'multivers' en flux perpétuel, dont les éléments sont suffisamment autonomes pour rendre problématique toute intégration de l'ensemble. C'est le schéma analytique proposé par Morris Janowitz.

Par-delà leurs différences, et la rivalité intellectuelle qui les opposera jusqu'au bout, Huntington et Janowitz ont en commun de refuser la vision néo-machiavélienne, pessimiste et radicale, de C. Wright Mills dans *The Power Elite*, paru peu avant : celle d'une militarisation coupable de la société et de l'État par intégration des élites militaires, pour la première fois dans l'histoire du pays, au sein d'une élite nationale désormais homogène et qui concentre le pouvoir, mais aussi la richesse et le prestige.¹⁶ Les généraux y figurent, selon Mills, parce qu'à compter de la Seconde Guerre mondiale, ils devenus des *managers* de haut vol que rien d'essentiel ne sépare des dirigeants de très grandes entreprises.

¹⁶ C. Wright Mills, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1956.

Huntington fera valoir en 1963 que Mills a confondu conjoncture et structure, et cédé au penchant américain pour les analyses conduites en termes quantitatifs plutôt qu'institutionnels : si le prestige et l'influence des militaires ont été impressionnants après la victoire de 1945, ils n'ont cessé de fléchir depuis lors.¹⁷ Janowitz fera observer que, divisées, les armées n'ont jamais réussi à imposer un point de vue unique aux politiques, qui ont décidé seuls de la paix et de la guerre ; il ajoutera qu'il y a peu à apprendre d'une théorie réductible à l'idée selon laquelle un manager est un manager quel que soit l'environnement organisationnel.¹⁸

Leur commune opposition à C.W. Mills¹⁹ prend toutefois, là encore, des formes contrastées : au négativisme dénonciateur, Huntington oppose un réalisme exalté, Janowitz un réalisme pragmatique. On trouve ici les termes fondamentaux des diverses attitudes envers la force permises par la culture américaine. Mais on y trouve également les différents postulats analytiques sur ce qui unit ou sépare civils et militaires : là où Mills nie la spécificité de l'organisation et de la culture des armées, Huntington l'affirme idéalement absolue, Janowitz, relative et en voie d'amenuisement.

L'ouvrage

The Professional Soldier paraît quatre ans après le livre de Mills, trois ans après celui de Huntington. Il est en partie conçu en réponse aux deux précédents. Sa préface s'ouvre sur deux attaques frontales qui en situent le propos :

Croire que les professionnels militaires américains n'envisagent d'autre avenir qu'une guerre atomique majeure considérée comme inévitable est commettre une erreur grossière. Croire que les militaires se sont intégrés à d'autres groupes dirigeants dans une élite nationale monolithique est commettre une erreur plus subtile.

Le problème traité est toutefois fondamentalement le même, et il relève d'abord de la sociologie politique : quelle est, et quelle doit être, la place des militaires dans la société américaine à l'âge nucléaire ? Entre la solution de Mills, fondée sur le refus, et celle de Huntington, qui consiste à mettre la société au diapason de ses armées, ressortissant toutes deux à l'éthique de conviction, Janowitz propose une voie médiane : celle d'une éthique de responsabilité au regard de la sécurité comme des idéaux libéraux traditionnels.

¹⁷ Samuel Huntington, "Power, Expertise and the Military Profession", *Daedalus*, 92, pp.785-807, 1963.

¹⁸ Janowitz, *The Professional Soldier*, édition 1974, p.73.

¹⁹ Les ouvrages de C. Wright Mills et Samuel Huntington feront l'objet de présentations au titre de la rubrique 'Classiques du champ militaire dans les sciences sociales' dans des numéros ultérieurs de *Res Militaris*.

Comme Huntington et Mills, Janowitz raisonne en termes de *managers*, de bureaucratie et de 'profession'. Mais alors que Mills met l'accent sur l'aspect bureaucratique de l'élite managériale, et Huntington sur l'aspect 'professionnel', il place ces deux approches du corps des officiers sur le même plan et les situe comme complémentaires. Là où Mills accepte sans sourciller le stéréotype négatif de l'esprit militaire, Janowitz, comme Huntington, le refuse. Cependant, ce refus d'une vision surannée des déterminants culturels et normatifs du comportement des officiers conduit chez lui à une analyse bien différente. Tandis que Huntington déduit de l'exercice prolongé d'une fonction, qu'il imagine figée une fois pour toutes dans l'image qu'en ont donné les exégètes américains de Clausewitz, un type idéal unique d'ethos servant d'étalon universel au 'professionnalisme' militaire, Janowitz cherche la clé de cet ethos dans l'expérience historique d'officiers concrets. Des trois, il est le seul à asseoir sa démonstration sur une sociologie empirique du corps : il étudie, d'une manière qui renouvelle entièrement la vision des armées, un demi-siècle d'évolution (1910-1960) de l'organisation, de la carrière et du style de vie militaires, avant d'en venir aux attitudes, aux comportements politiques des officiers, et à l'influence qu'ils exercent dans la cité. Il le fait en s'appuyant sur des sources historiques et documentaires, mais surtout sur une 'biographie systématique' (à la manière de Lasswell) de 760 officiers généraux nommés depuis 1910, sur l'analyse secondaire des réponses à un questionnaire administré en 1954 par John Masland et Lawrence Radway à 576 officiers du Pentagone, enfin sur des entretiens intensifs, menés en 1958, avec 113 autres.

Partant d'une définition de la notion de 'profession' qui recoupe exactement celle de Huntington, il affirme pour justifier la démarche que l'expérience acquise au long d'une carrière 'professionnelle' est la variable critique à considérer. Tocqueville, dans le seul traitement sociologique des armées américaines avant 1941, pouvait fort bien analyser les attitudes politiques des militaires en fonction de leur seules origines sociales. Mais c'était dans les années 1830, et la complexité de la fonction n'était pas telle encore que le processus de 'professionnalisation' ait produit ses effets. De nos jours, écrit Janowitz, si l'influence des origines sociales n'est pas à négliger, elle ne suffit guère : la complexité a introduit des spécialisations, la nécessité d'une formation longue, qui ont enlevé aux rôles sociaux leur caractère d'interchangeabilité, conféré à certains groupes des responsabilités sociales qu'ils sont seuls à détenir, et servent donc de filtre puissant à l'influence des socialisations initiales.

Reprenant une idée qui demeure implicite chez Max Weber, et qu'avait exprimée à plusieurs reprises, sans la développer, Hans Speier (introduceur de Weber dans le champ militaire aux États-Unis à la fin des années 1930), Janowitz fait l'hypothèse globale d'une

convergence de la société militaire et de la société civile, emportées toutes deux au 20^e siècle dans un même processus de rationalisation et de bureaucratisation. Il détaille cette idée dans cinq hypothèses de travail qui lui serviront à explorer les origines, les motivations et trajectoires de carrière, le positionnement social, le style de vie, l'image de soi et l'idéologie des officiers américains (comparés en tant que de besoin, pour tester la portée générale de la thèse, à leurs homologues européens):

1) Au sein de l'organisation militaire, le style d'exercice de l'autorité s'est libéralisé : il est passé, au cours de la période considérée, d'une domination autoritaire à la persuasion, à la manipulation des relations interpersonnelles et au consensus de groupe. Le fondement de l'autorité ne réside plus dans une distance sociale entre chefs et subordonnés, mais dans l'expertise des chefs. Son but n'est pas d'imposer une discipline rigide, mais de susciter un haut niveau de moral et d'initiative. Il s'agit donc d'expliquer les ordres : la gestion de la complexité est à ce prix. Le commandement tend à se dépersonnaliser et à s'adoucir, ce qui ne peut manquer de soulever des problèmes dans une organisation longtemps caractérisée par des valeurs conservatrices et des normes autoritaires.

2) Les qualifications mises en œuvre dans les armées tendent à se rapprocher de celles qu'on trouve dans le civil. Pendant la Guerre de Sécession, les emplois purement militaires (combattants) représentaient 93,2% de l'ensemble; ils ne sont plus que 28,8% dans les forces terrestres après la guerre de Corée, et moins encore dans les forces navales et aériennes. Le reste consiste en des emplois techniques qui ressemblent en tous points à ceux qu'on trouve à l'extérieur. Le chef militaire devient alors, pour partie, un gestionnaire qui comme le cadre civil doit cultiver les techniques de management, de négociation et de relations publiques. Ce rapprochement facilite grandement les transferts de personnels des armées vers l'économie civile. Il ne peut guère rester sans effets sur les attitudes politiques des officiers.

3) La base sociale de recrutement des officiers s'est élargie. En Europe, la méritocratie a considérablement affaibli un quasi-monopole des milieux aristocratiques sur l'accès à l'épaulette. En Amérique, une évolution parallèle s'est fait jour, bien que la stratification sociale y soit plus fluide : à une base sociale étroite au statut social relativement élevé s'est substitué un vivier plus large, et plus représentatif de la société dans son ensemble. Une telle démocratisation du recrutement soulève la question de savoir si elle s'accompagne d'une 'démocratisation' politique des attitudes. L'expérience européenne du premier demi-siècle, notamment en Allemagne, permet d'en douter. Ce recrutement élargi ne retentit-il pas à la baisse sur le prestige des officiers, dès lors portés à le maintenir par des moyens politiques ?

4) Les trajectoires de carrière, autrefois prescrites et uniformes, revêtent une importance accrue pour le recrutement de l'élite militaire. Les carrières non conventionnelles, synonymes de créativité et d'élargissement des perspectives, donnent plus souvent accès aux grades d'officiers généraux – à condition de rester dans le cadre d'institutions existantes – que ce n'était le cas par le passé. Le conservatisme traditionnel s'en trouve affaibli.

5) La recherche d'un ethos politique explicite a remplacé des conceptions traditionnelles de l'honneur militaire et le sentiment de l'évidence des buts assignés aux armées. La fréquentation plus assidue du personnel politique national et des armées étrangères dans le nouveau contexte oblige les chefs militaires à se poser des questions que la tradition laisse sans réponse. Cette évolution est certainement favorable dans la mesure où elle conduit les officiers généraux à mieux apprécier les conséquences politiques de l'action militaire : à éviter de répéter les erreurs de la Seconde Guerre mondiale où, comme l'a reconnu Bradley, ils ont souvent fait la guerre comme une fin en soi, en oubliant qu'elle n'a de sens rationnel que par rapport à l'issue politique qu'on souhaite donner au conflit. Mais une telle rationalisation peut receler de redoutables effets pervers : les militaires ne risquent-ils pas de se montrer critiques à l'égard du pouvoir civil ? Alors qu'à l'âge atomique les solutions de force sont moins fonctionnelles qu'auparavant dans la résolution des conflits, ne seront-ils pas sujets à la frustration ? Les énormes moyens que la Guerre froide commande de mettre à leur disposition ne conduisent-ils pas au militarisme, prémédité (ce qui est peu probable dans le cadre idéologique et structurel américain), ou par carence du pouvoir civil (ce qui semble plus vraisemblable) ? La fin de l'isolement social des militaires et la transférabilité des qualifications acquises dans l'armée vers le secteur civil vont-ils provoquer une fuite des meilleurs éléments, laissant les armées aux mains des moins bons, ou de ceux qui ont choisi d'y rester pour des raisons idéologiques ? En réalité, il ne semble pas que la recherche d'un ethos politique débouche sur une doctrine militaire unique ni sur une tactique cohérente pour imposer un point de vue militaire unifié aux instances exécutives et législatives, ce que seule la diversité des expériences de carrière et des alliances personnelles peut expliquer.

La complexité née de la taille et de la technique conduisent l'armée à manifester de manière croissante les traits caractéristiques de toute organisation bureaucratique : rationalité, centralisation, impersonnalité. La ligne de démarcation entre civils et militaires, autrefois si nette, est devenue floue. Pour autant, une différence fondamentale subsiste, qui tient (comme Speier l'avait souligné) à la finalité de l'organisation militaire, seule tournée vers le maniement de la violence légitime. On ne peut donc, comme s'y autorise C.W. Mills, faire l'impasse sur

cette importante spécificité : les buts de l'organisation colorent l'environnement institutionnel et influent sur les processus de prise de décision ; ses impératifs fonctionnels imposent le maintien d'un style de vie et d'un sens de l'honneur qui n'ont guère d'équivalents en nature ou en degré à l'extérieur. Ces attributs spécifiques de la 'profession' militaire doivent être pris en compte : l'autonomie 'professionnelle' est garante de l'efficacité fonctionnelle, et la préservation du contrôle civil ne gagnerait rien à une confusion des genres.

Technologie et organisation militaire

La validation de ces hypothèses conduit d'abord à examiner l'impact de la technologie, manifestation la plus visible de la rationalisation. Autrefois, le modèle de rôle dominant chez les officiers était celui du *heroic leader*, meneur d'hommes animé de l'esprit martial traditionnel, à la recherche de la gloire. La technique lui a substitué le modèle du *military manager*, dont la valeur de référence est la recherche rationnelle de l'efficacité. Ni le premier ni le second ne se confondent avec le *military technologist*, l'ingénieur ou le technicien des armements dont les impératifs fonctionnels diffèrent notablement de ceux des deux autres. La guerre moderne réclame un équilibre entre ces trois rôles. Si le manager devient dominant, le maniement de la force ne saurait pour autant se réduire à une entreprise d'ingénierie pure et simple : les qualités du *heroic leader* demeurent fonctionnelles, et il ne saurait disparaître sans dommage.

L'innovation technologique est un puissant solvant du traditionalisme, ce qui remet en cause l'un des aspects les plus fondamentaux des comportements militaires depuis plusieurs siècles. Depuis la fin du féodalisme en Europe, le militaire, dans la tradition occidentale, dépend du souverain et des élites dominantes pour ses ressources matérielles, ses revenus et ses privilèges. Il est donc un défenseur du *statu quo* : son conservatisme est formel (et non, comme chez Huntington, substantiel : idéologique). Une seconde source du conservatisme traditionnel a longtemps dérivé de ses origines sociales, liées aux élites aristocratiques dirigeantes (en Amérique, à la plantocratie du Sud). Une troisième, plus moderne, réside dans la complexité de la planification, qui rend les militaires peu soucieux de changements abrupts quand ils peuvent faire autrement. Une quatrième, tout à fait générale, tient à l'incertitude du champ de bataille, qui favorise le dogmatisme fondé sur l'expérience passée, surtout si elle a été victorieuse. Pourtant, le souci de l'efficacité, stimulé par les progrès industriels, a obligé les armées, soumises à une course à la puissance, à évoluer, souvent avec un décalage culturel et non sans conflits entre 'anciens' et 'modernes'. Elles l'ont fait sous l'aiguillon d'innovateurs socialement marginaux, ou sous celui des nécessités du temps de guerre. À compter du second conflit mondial (dont les débuts ont été marqués par de retentissants désastres causés par un

conservatisme doctrinal et technique dans certaines armées), l'innovation technologique est une exigence acceptée, et devient routinière. Le conservatisme prend alors la forme d'une extrapolation des tendances existantes, et il se rapproche de celui qu'on trouve dans l'industrie.

La technologie, en accroissant la puissance destructrice des armes, a par ailleurs égalisé les risques entre militaires et civils : la guerre totale et ses bombardements stratégiques font autant sinon plus de victimes civiles que militaires (parmi lesquelles les mobilisés, civils en uniforme, sont beaucoup plus nombreux que les 'professionnels').

Pourtant, la distinction entre militaires et civils, même fortement atténuée, persiste. Le succès dépend toujours de l'existence d'un esprit martial, fondé sur une motivation psychologique à poursuivre le combat quelles que soient les risques personnels encourus. La situation de dissuasion nucléaire mutuelle ne change rien à ce fait : en cas d'échec, il faudrait continuer la lutte avec les moyens existants, ce qui suppose des normes institutionnelles puissantes, différentes de celles qu'on trouve dans la société civile. La dissuasion elle-même ne fonctionne que si les adversaires sont, matériellement et socialement, prêts à en découdre. La motivation à combattre ne saurait être entièrement rationalisée : les traditions, les liens d'allégeance, l'honneur militaire, un style de vie spécifique lui sont indispensables. La cohésion, les valeurs, le charisme des chefs aussi. Ces facteurs non rationnels forment une marge de spécificité résiduelle mais incompressible, faute de laquelle l'efficacité fonctionnelle ne serait plus garantie. Ils sont source d'une tension psychologique et sociale au sein du corps des officiers, entre le modèle du *heroic leader* et celui du *manager*, l'idéal se situant dans une fusion problématique des deux. On comprend dès lors l'erreur de ceux (Mills est ici visé, bien que non cité) qui prétendent interpréter les comportements politiques de l'élite militaire sans se référer à cette spécificité de leur expérience de carrière.

La technologie est également à l'origine de la libéralisation du style de commandement. Le chef, privé par la complexité qu'elle introduit d'un fonctionnement transparent de son unité, est dépendant de la bonne volonté de ses subordonnés, ce d'autant que les armes automatiques ont imposé aux forces terrestres la dispersion des hommes dans l'espace. Il doit donc les motiver et assurer leur cohésion. L'essentiel de l'efficace opérationnelle à la guerre tient à l'initiative du petit nombre, qu'une discipline trop rigide risquerait de brider : Janowitz rappelle les conclusions de S.L.A. Marshall (*Men Against Fire*, 1947), et fait valoir que parmi les pilotes de chasse, 1% des effectifs sont à l'origine de 30 à 40% des avions ennemis abattus. La contrainte institutionnelle continue de jouer un rôle central, mais elle se fait plus discrète, au bénéfice de techniques consensuelles qui visent, comme dans l'industrie, à élever le moral. En d'autres termes, l'autorité se fait plus informelle,

et les armées, plutôt qu'à la coercition pure et simple, n'hésitent pas à recourir aux ressources de la psychologie sociale ou clinique pour suppléer à ses défaillances. La tentation, chez les officiers traditionalistes, d'en revenir aux méthodes autoritaires anciennes est permanente en temps de paix (comme on l'a vu avec les conclusions du Womble Committee de 1953), mais ces pratiques ritualistes sont vouées à l'échec.

La technologie, encore elle, est responsable d'une déformation caractéristique de la structure hiérarchique des armées. Celle-ci, au moment de la bureaucratisation initiale par accroissement de leur volume, était typiquement pyramidale. La multiplication des spécialistes, cadres militaires sans troupes, aux échelons intermédiaires des hiérarchies officier et non officier lui donne l'apparence d'un double losange.²⁰ La division du travail, où les postes de commandement sont désormais minoritaires, voit une dimension horizontale de coordination des actions de même niveau (symbolisée par la pratique du 'briefing') contrebalancer la dimension verticale traditionnelle des rapports sociaux au sein du corps des officiers. Enfin, les statuts assignés, qui étaient de règle notamment par application du principe d'ancienneté, tendent à être remplacés par des statuts acquis : on a vu, pendant le second conflit mondial, des généraux de moins de quarante ans. L'autoritarisme s'en trouve affaibli d'autant.

Recrutement social des officiers

En matière d'origines sociales, la thèse officielle est que depuis la mise en place, à la fin de la Guerre de Sécession, d'un système de nomination des futurs officiers par les membres du Congrès sur une base territoriale, le corps est parfaitement représentatif de la société américaine dans son ensemble, et que la vieille surreprésentation des sudistes a cessé. Pendleton Herring²¹ (1941) et Huntington (1957) avaient souscrit à cette thèse. Pourtant, aucune 'profession' ne résiste avec plus d'opiniâtreté à l'analyse de ses origines que le corps des officiers, qui se considère comme dépositaire des grandes traditions nationales dans un monde en bouleversement rapide. Ceci laisse supposer que la représentativité sociale n'est pas aussi grande qu'on le dit.

²⁰ On notera, bien que Janowitz n'en fasse pas mention, la similitude de cette configuration avec celle de la stratification sociale civile, elle aussi en forme de losange, trouvée par Lloyd Warner et son équipe lors des enquêtes de la *Yankee Series* dans les années 1940 : la différence, qui marque la spécificité militaire, est que les armées en comptent non pas une, mais *deux*, mettant en relief le rôle des officiers, plus diversifié que celui des cadres civils, et hiérarchiquement à part.

²¹ E. Pendleton Herring, *The Impact of War : Our American Democracy under Arms*, New York, Farrar & Rinehart, 1941.

Dans leur grande majorité, les officiers qui composent l'élite du corps dans les années 1950 sont nés aux États-Unis, de parents eux-mêmes autochtones : les immigrants de première et seconde génération sont fort peu nombreux. Les ascendances britanniques et germaniques sont majoritaires. L'US Air Force, institution neuve, est des trois armées la moins socialement excentrée à cet égard. Une proportion écrasante d'officiers (70%, contre seulement un quart des élites du monde des affaires) sont nés et ont été élevés dans de petites villes de l'*hinterland* rural, notamment des régions culturellement rattachées à la tradition sudiste (près de la moitié des officiers généraux de 1950, sauf dans l'armée de l'Air). Les milieux d'origine sont ceux qui composent l'élite sociale de ces petites villes provinciales : les extrêmes de l'échelle de stratification y sont très peu présents, et la *middle class* (partagée par moitié environ entre *upper* et *lower*) domine. La *Navy* est la plus élitiste au plan du recrutement social, l'armée de l'Air la plus 'démocratique'. Le milieu des affaires est moins représenté parmi les pères d'officiers que celui des cadres et professions libérales, fonctionnaires, ministres du culte et professeurs. Parmi les généraux, les Protestants (notamment les Épiscopaliens, c'est-à-dire les plus 'hiérarchiques', à hauteur de 40%) dominent les Catholiques dans la proportion de 9 contre 1 (4 contre 1 dans la population). Pourtant, là aussi, l'évolution récente parmi les nouveaux officiers voit les Catholiques (29% à West Point en 1960) et même les Juifs (2%) augmenter sensiblement.

L'expansion des armées dans les années 1950 donne toutefois lieu, chez les plus jeunes, à un recrutement plus ouvert, avec une particularité digne d'être notée : l'endorecrutement est, à 25%, en augmentation dans les académies militaires, phénomène inévitable, en période de besoins accrus, dans une société où les valeurs commerciales l'emportent sur celle du service de l'État. En d'autres termes, si l'élite en poste s'est recrutée parmi les vieilles familles anglo-saxonnes, protestantes, de l'élite professionnelle des petites villes rurales du Sud et de l'Ouest, c'est-à-dire l'équivalent américain de la petite noblesse européenne du siècle passé, l'avenir s'annonce plus représentatif (ceci bien que les Noirs ou les immigrants soient encore exclus, et que les origines géographiques demeurent peu 'industrielles'). Les origines sociales ont permis jusqu'ici le maintien d'orientations conservatrices relativement homogènes comme de la tradition du *heroic leader*, séparant assez nettement les officiers des autres élites américaines. La plus grande représentativité sociale des jeunes officiers laisse prévoir des attitudes plus diversifiées et un modèle de *military manager* plus affirmé. Les comportements politiques seront à l'avenir ceux de membres d'une organisation plus que d'une strate sociale. Pourtant, même affaibli, le conservatisme persistera, et (*contra* Mills) les liens sociaux avec les élites civiles demeureront limités.

Sens de la carrière d'officier

Les motivations de carrière sont assez peu diversifiées dans la génération parvenue au sommet en 1950 : tradition familiale, désir de promotion sociale, intérêt pour la chose militaire et ambition d'enfance. Les soupçons qui pèsent à l'extérieur sur les raisons (sécurité de l'emploi, ambitions limitées correspondant à des moyens personnels limités) d'un choix de carrière regardé comme médiocre par les élites civiles ne sont pas confirmés par l'analyse. Les ressources intellectuelles des officiers n'apparaissent pas sensiblement inférieures à celles de leurs homologues. Le sens de leur carrière est souvent celui d'une vocation : d'un échange sacrifice de soi contre prestige et d'un zèle missionnaire qui imposent l'analogie avec la vocation religieuse.

Cependant, ce modèle a commencé à changer avec la crise des années 1930. Nombreux sont alors les officiers qui sont entrés dans la carrière parce que les académies militaires offraient l'avantage d'une éducation post-secondaire gratuite. D'autres, mobilisés pendant la guerre et nommés officiers, ont décidé de rester et voient dans leur état un emploi comme un autre. Une dernière catégorie avoue être militaire par hasard. Pourtant, la croissance de ce 'carriérisme' (défini ici comme absence de motivation intrinsèque originelle affirmée) n'empêche pas 80% des officiers de déclarer qu'ils referaient le même choix professionnel s'il était à refaire, et – malgré une rémunération médiocre – entre 2/3 et 3/4 d'entre eux le conseilleraient à leur fils. Janowitz voit dans cet attachement à la carrière un effet de la resocialisation militaire informelle, dont l'accent mis sur le combat engendre une identité sociale forte qu'on n'hésite pas à vouloir transmettre à sa descendance. Dans ces conditions, le problème n'est pas celui du calibre intellectuel des futurs officiers, qui tend à s'améliorer d'année en année, mais bien d'attirer des candidats motivés ou de conserver assez longtemps ceux qui le sont peu pour les socialiser complètement. L'absence de tests fiables pour détecter les *heroic leaders* dont on a besoin au niveau tactique oblige à sélectionner sur critères académiques, ce qui renforce le modèle du manager, et ne garantit guère contre une fuite après quelques années de service (20 à 25% après 5 ans dans les années 1950). D'où la tendance des armées à se replier sur des viviers étroits de jeunes apparemment motivés, viviers qu'elles cherchent désespérément à élargir par des campagnes de relations publiques.

Socialisation et trajectoires de carrière

Malgré leurs apparences fortement standardisées, les carrières sont soumises à une importante part de hasard : certaines cohortes sont favorisées par le déclenchement d'un conflit, tandis que d'autres végètent faute de pouvoir commander au feu (la promotion entrée à

West Point en 1912 compte, trente à quarante ans plus tard, trois fois plus de *major generals* que celle de 1916). Même si la part des anciens élèves des académies militaires tend à décliner par rapport à celle des officiers recrutés par le canal des universités, West Point et Annapolis continuent de donner le ton. L'éducation qu'on y reçoit est marquée des rites de passage (notamment de bizutage : *'hazing'*) physiquement exigeants, destinés à susciter de fortes références communes, la solidarité et la fierté rétrospective d'y avoir survécu, comme à favoriser la maîtrise de soi et la présence d'esprit. La discipline, l'étiquette, la tradition et la dimension athlétique y sont omniprésentes. La formation intellectuelle y a longtemps été limitée aux mathématiques, aux sciences de l'ingénieur et à l'histoire. Les sciences sociales n'y ont été introduites que récemment, dans le but de former des 'hommes complets', capables de tenir leur place au sein de la société dont ils étaient jusque-là tenus en marge. La formation générale et le mérite académique des futurs officiers n'est que faiblement corrélé avec leur avancement, car leur manière de servir aux niveaux tactique et intermédiaire constitue un filtre puissant : un haut niveau intellectuel n'est ni un handicap, ni un atout. En revanche, le sens de l'honneur, la volonté de ne jamais refuser le combat y entrent pour beaucoup. Au-delà de la valeur éducative 'nationale' implicite du rituel, les académies ne se préoccupent pas d'éducation civique et ne proposent aucun enseignement sur les relations armée-État. On y apprend seulement que le Congrès est historiquement porté à refuser à l'armée d'appartenance les moyens dont elle a besoin : comme l'attachement qu'elles développent chez leurs élèves est à l'*Army*, à la *Navy* ou à l'*Air Force* plus qu'à l'appareil de défense en général, les académies sont une des sources de la rivalité interarmées autour des allocations budgétaires.

La formation des officiers se poursuit en cours de carrière dans des écoles militaires supérieures (ou des universités au niveau du master et du doctorat). Elle vise alors à les spécialiser pour assurer les responsabilités opérationnelles, stratégiques ou gestionnaires de haut niveau. La créativité et le jugement critique y sont encouragés. La sélection de l'élite y joue un grand rôle, tout comme les réputations qui s'y établissent ou les amitiés qui s'y nouent et qui auront leur importance quand les impétrants seront devenus généraux. Les relations internationales y tiennent une grande place, mais pas les conséquences politiques de l'action militaire. Enfin, malgré la création en 1947 d'un National War College, les rivalités interarmées persistent à ce niveau.

La suppression de la règle d'avancement par ancienneté a entraîné la mise en place d'une procédure lourde d'évaluation des manières de servir. Un système informel de détection des talents pallie ces difficultés, mais il oblige les officiers à attirer l'attention de leurs supérieurs et à suivre des trajectoires tournées vers les seules opérations de combat. Le

conformisme, pourtant, ne paie pas au cours de la période 1910-1960 : la plupart de ceux qui atteignent le sommet de la hiérarchie ont su innover d'une façon ou d'une autre, notamment en matière technique ou politico-militaire. Ils forment un groupe où les *managers* 'civilianisés' sont la majorité, les *heroic leaders* la minorité (ce qui tient à la rareté des commandements opérationnels de haut niveau) : les premiers ont connu des carrières non conventionnelles, les seconds présentent un profil quasi aristocratique ancien. Les uns et les autres se sont distingués dans l'entre-deux-guerres par des comportements créatifs et frondeurs. Ils ont connu plus d'affectations en état-major ou comme officiers de liaison que la moyenne, élargissant ainsi leurs horizons.

Le style de vie militaire

Comme nombre de 'professions' touchant à la vie et à la mort, la 'profession' militaire suppose une disponibilité de tous les instants : plus qu'un emploi, elle est un style de vie qui déborde largement le cadre des tâches ordinaires. L'ancien isolement géographique et social des armées a contribué à durcir ce style de vie particulier. Mais les temps ont changé, et des évolutions se manifestent dans les modalités d'intégration sociale des militaires. Le premier trait du style de vie ancien était l'absence de séparation du domicile et du lieu de service, ce qui éloignait la communauté militaire, les cadres et leurs familles, du schéma dominant dans la société industrielle, et lui évitait les tensions inhérentes à ce schéma. L'expansion des armées a affaibli la cohésion de cette communauté : les installations existantes ne sont pas assez grandes pour accueillir tout le monde, et nombre de familles vivent maintenant dans le civil. L'impersonnalité tend à remplacer l'intimité d'autrefois. Le recrutement plus représentatif tend à subvertir les références sociales communes, ce d'autant que l'appareil de défense comprend maintenant un grand nombre de fonctionnaires civils. La démocratisation des relations a fait tomber les barrières entre familles d'officiers et les autres. La bureaucratisation a mis un terme aux abondants loisirs aristocratiques de l'ancien style de vie militaire : l'officier, comme le cadre supérieur civil, travaille toute la journée, et emporte des dossiers à la maison. Enfin, la présence de troupes américaines aux quatre coins du monde implique mutations fréquentes et incessants déplacements, avec les problèmes familiaux que cela comporte.

Le pouvoir d'achat des officiers, comme celui d'autres 'professions' (sauf les médecins) comparativement en perte de vitesse, est source d'une frustration relative très répandue. Elle est d'autant plus marquée que la base de comparaison est prise dans le secteur privé. Les avantages non monétaires, notamment la qualité des logements, ont sensiblement diminué par rapport à l'avant-guerre. Les pensions de retraite et les soins médicaux gratuits sont moins enviables maintenant que les civils disposent d'équivalents. Le nomadisme empêche les

investissements immobiliers, et l'épargne militaire s'investit à la bourse : le *Wall Street Journal* est très lu, pour ses informations financières mais aussi pour ses éditoriaux politiques. La seconde carrière civile, autrefois rare, est devenue la norme (l'ancienneté de service minimum exigée pour jouir d'une pension immédiate a été abaissée de 30 à 20 ans). Elle nuit à l'identification exclusive des officiers à la carrière militaire.

Les conflits entre rôle professionnel et rôles familiaux étaient naguère limités. Les épouses étaient intégrées de manière tout à la fois informelle et protocolaire à la vie de garnison ou d'unité, au point que le célibat était un handicap pour un officier. L'entraide entre familles était la règle. À l'inverse, le recrutement plus représentatif a introduit dans la communauté militaire des femmes qui lui sont extérieures et qui s'adaptent moins bien : les problèmes sociaux s'accumulent. Dans un environnement plus vaste, plus mobile, plus impersonnel, l'institution est forcée de les prendre en charge elle-même. L'aumônier, le psychiatre et le médecin militaires sont mis à contribution. La frustration relative vis-à-vis de familles civiles est en augmentation. La déviance (marché noir, adultère consécutif aux fréquentes séparations familiales) fait son apparition.

L'étiquette et le protocole militaires, particulièrement appréciés des civils, se maintiennent. La sociabilité prescrite, très codifiée, marie les aspects officiels et privés du style de vie. Sa tonalité générale conserve certains aspects aristocratiques qui passent pour désuets à l'extérieur. Personne ne s'en trouve rejeté : le nomadisme géographique renforce les liens entre officiers qui ne se connaissent pas nécessairement. Les réceptions succèdent aux dîners mondains, où il est de bon ton de ne pas outrepasser son rang par des fastes déplacés. La vie religieuse est elle-même prescrite : les différences entre 'dénominations' protestantes, ou entre celles-ci et le catholicisme, sont gommées pour que tous se sentent à l'aise, à l'exception des athées ou agnostiques déclarés. Le problème créé dans le milieu par la présence de Noirs donne lieu à une codification des comportements de nature à préserver au moins les apparences de l'unité. Un clivage subsiste dans les réseaux d'amitié entre sudistes et les autres.

Même entamée, la cohésion interne du milieu persiste, et constitue avec le nomadisme un frein à l'intégration sociale externe. Contrairement à la thèse de C. Wright Mills, on ne constate pas que les chefs militaires se sont intégrés aux milieux dirigeants civils pour former une élite du pouvoir compacte. L'isolement social continue à façonner les comportements politiques des militaires. Les efforts de relations publiques sont dirigés vers les milieux scientifiques et universitaires. La vie associative locale, dans laquelle les officiers et leurs épouses se trouvent entraînés par les besoins de leurs enfants, ne les voit guère prendre de

responsabilités. Ils se mélangent peu à l'élite sociale du cru, sauf aux plus hauts niveaux de la hiérarchie. Le *Social Register*, équivalent du Bottin mondain, suggère une position au mieux périphérique des militaires dans la haute société. Les mariages entre fils ou filles d'officiers et ceux de brasseurs d'affaires sont rares. Le critère d'appartenance à la haute société est la fortune familiale beaucoup plus que le service de l'État, et la carrière militaire ne conduit guère à s'enrichir. Les contacts avec les milieux politiques et administratifs ne sont nombreux qu'à Washington, où le protocole se substitue à une véritable intégration.

Cet isolement social contribue à maintenir l'esprit martial et le rôle de l'honneur militaire dans l'image de soi des *heroic leaders*. À l'inverse, il constitue une gêne pour les *military managers*, dont l'universalisme rationnel réclame plus de détachement critique, et des contacts plus étendus.

Identité et idéologie

L'honneur militaire, à la fois moyen (code de conduite) et fin en soi, est au fondement du système de croyances des officiers. Son essence est la volonté de combattre quelles que soient les conséquences personnelles. Il a des origines aristocratiques qui remontent à la chevalerie, transmises à l'armée américaine par les traditions militaires britanniques à la fin de l'époque coloniale. Il exprime la conviction d'appartenir à une élite morale qui fait des officiers des *gentlemen*, avec ce que cela comporte de *noblesse oblige*. Le souvenir de la chevalerie est encore présent dans l'allégeance personnelle au souverain (bien que le Président, de par la Constitution, commandant-en-chef, ne soit que le titulaire d'une fonction impersonnelle), ou dans le puissant sentiment de fraternité qui unit le corps, et dont la valeur n'est pas seulement instrumentale. Il se manifeste encore dans la recherche de la gloire, dont Janowitz renonce à théoriser les tenants et aboutissants psychologiques, mais suggère un parallèle avec la motivation des hommes politiques telle qu'analysée par Harold Lasswell (rationalisation de motifs privés sublimés en intérêt général). L'idéalisme produit un mélange caractéristique de dureté et de sentimentalisme.

La rationalisation, en particulier le rôle de la technique, et les valeurs démocratiques de la société englobante placent le sentiment aristocratique de l'honneur militaire en porte-à-faux, et créent un trouble de l'image et de l'estime de soi. Dans le libéralisme ambiant, les officiers ne peuvent ouvertement glorifier la guerre ou revendiquer leur qualité d'élite morale. Les armes modernes, et surtout l'atome, privent la première de tout aspect chevaleresque, tandis que l'obligation de représentativité rend la seconde nécessairement discrète. Aussi bien, l'honneur se combine, et se mesure, au prestige et à la considération que la société veut bien

accorder aux officiers. Le sentiment dominant parmi eux, qu'ils soient *heroic leaders* ou *military managers*, est que ni le prestige, ni la considération populaire ne sont à la hauteur de leurs attentes. Les attitudes civiles vis-à-vis de la conscription sélective sont très généralement négatives, même si la population accepte, face aux menaces externes, d'allouer 10% du PNB à sa défense. La place des officiers dans les échelles de prestige situe les officiers en-dessous des autres 'professions'. Pour eux qui refusent l'image du technicien et se conçoivent secrètement comme des meneurs d'hommes gardiens des grandes traditions nationales tout comme des vertus humaines les plus hautes, le déficit subjectif de considération est substantiel. Derrière l'assurance parfois affichée se profilent des doutes et une insécurité du statut social. Les sentiments ambivalents à l'égard de ce qu'est devenu l'uniforme militaire, plus proche du bleu de mécanicien que du panache des tenues d'autrefois, symbolisent bien leur malaise existentiel.

L'honneur militaire se conçoit comme *above politics*, ce qui rend essentiellement non problématique l'acceptation de l'exigence démocratique libérale de neutralité partisane stricte (facilitée au demeurant en Amérique par un puissant consensus). Les dispositions constitutionnelles empêchent les officiers de prendre part en tant que tels à la vie politique. Cependant, il serait naïf de croire que les militaires n'exercent aucun pouvoir ni aucune influence dans la cité, et qu'ils sont dénués d'attitudes politiques. Ce qu'on peut affirmer, contre Huntington, c'est qu'il n'y a pas d'idéologie politique spécifique des militaires en tant que groupe. Leurs convictions, surtout depuis qu'ils sont devenus socialement plus représentatifs, reflètent la diversité des opinions civiles. Toutefois, ils expriment (à près des deux tiers) un certain conservatisme et tendent beaucoup plus qu'auparavant à élaborer et à expliciter leurs convictions discordantes, au moment où les différences idéologiques entre partis politiques s'estompent et deviennent confuses. Le processus de rationalisation à l'origine de l'affaiblissement de l'autorité traditionnelle, dont l'honneur militaire est une des expressions, en est la cause. Ce processus encourage le recul critique, non seulement à l'égard des moyens techniques et administratifs, mais encore vis-à-vis des fins de l'action. La tradition laissant sans réponse nombre de questions dans le nouveau contexte, la ligne de plus grande pente est à la constitution d'une doctrine, que chaque armée transforme en idéologie organisationnelle propre.

Le conservatisme militaire est d'autant plus remarquable que, contrairement à ce qu'on trouve dans le civil, le niveau d'éducation ne l'entame pas. Il tend à augmenter avec le grade. Les aviateurs y sont un peu moins souvent (-10%) sensibles que les marins ou les terriens ; les anciens élèves des académies militaires, sensiblement plus que les officiers recrutés par le

canal des universités. Toutefois, ce conservatisme majoritaire ne doit pas faire oublier l'importante minorité libérale, apparue à compter des années 1930, et renforcée par la suite. Surtout, contrairement à ce qu'il était au début du siècle, et à ce que Huntington affirme qu'il est encore, le conservatisme des militaires est un conservatisme formel – défense légitimiste du *statu quo*, quel qu'il soit – c'est-à-dire sans contenu spécifique univoque.

En matière économique, le conservatisme militaire respecte la propriété privée, mais ne vénère pas le profit. Il respecte l'organisation industrielle, mais n'admire pas les capitalistes, dont l'hostilité lui a longtemps été familière. Le 'socialisme militaire' du New Deal, notamment l'encadrement des grands travaux du Civilian Conservation Corps, fut accepté sans être exalté. Le marché est considéré comme un mécanisme essentiel, mais les officiers se montrent critiques à l'égard des niveaux de dépenses budgétaires qui leur sont alloués. Ils n'apprécient guère les audits imposés aux armées par les politiques, et conduits en termes de rentabilité par des gestionnaires du secteur privé dont le seul souci est de savoir si le pays en a pour son argent. Leur seconde carrière civile est plus souvent tournée vers les associations et les collectivités qui sont le prolongement du service public que vers le monde des affaires (et cela même si les aviateurs ne sont pas insensibles aux sirènes de l'industrie aéronautique). L'hostilité la plus grande se marque à l'égard du syndicalisme, accusé d'affaiblir la nation face à l'URSS.

En matière sociale et culturelle, les officiers condamnent le matérialisme, l'hédonisme, le manque de respect pour l'autorité qui, selon eux, caractérisent la société américaine. Cependant, ces appréciations ont eu tendance à se nuancer depuis la Seconde Guerre mondiale en raison de la place plus centrale qu'y occupent les armées et du recrutement plus diversifié qui est le leur depuis lors. Le système d'éducation et ses faiblesses (20% de réformés neuropsychiatriques, taux résiduel d'illettrisme, patriotisme insuffisant chez les jeunes) sont une de leurs cibles favorites.

En matière politique, les officiers réservent leur admiration pour quelques hommes d'État, mais n'en montrent guère pour la classe politique en général. Les extrémistes sont rares parmi eux, et nombreux sont ceux qui remplaceraient volontiers le système constitutionnel d'élaboration des compromis par un système administratif. Ils détestent l'intervention des hommes politiques dans les affaires organisationnelles militaires. Cependant, l'effectivité du contrôle civil n'est en rien gênée par des opinions de ce genre : le pouvoir en place désigne aux postes discrétionnaires des officiers généraux peu conventionnels et moins hostiles que la moyenne aux interventions civiles. Il y a peu de raisons de supposer que la représentativité sociale renforce la neutralité politique, que seules des dispositions institutionnelles adaptées

peuvent garantir : Gaetano Mosca avait vu juste lorsqu'il écrivait qu'une démocratisation du recrutement n'était nullement synonyme de démocratisation politique.

Il fut un temps où les officiers américains considéraient la guerre comme la conséquence inévitable du Mal. Elle se présentait le plus souvent (à partir de la Guerre de Sécession) comme une action punitive dont les buts étaient absolus ou sans importance, et ne demandaient d'autre justification que l'évidence. Il n'en va plus ainsi : la puissance de destruction est désormais telle que l'issue d'une guerre est imprévisible et potentiellement révolutionnaire, trop sans doute pour des hommes attachés au *statu quo*. Dès lors, la tradition ne suffit plus et la doctrine, cherchant à adapter les moyens aux fins, devient rationnelle et explicite.

Deux écoles s'opposent : l'une, 'absolutiste', ne vise qu'un but, la victoire totale ; l'autre, 'pragmatique', adapte les moyens aux objectifs politiques, quels qu'ils soient, mais insiste sur le fait que certaines fins, étant donné les moyens disponibles, sont hors de portée. La première se situe dans la continuité de la tradition militaire née pendant la Guerre de Sécession, qu'elle rationalise en faisant de la force l'instrument sinon unique, du moins fondamental de la politique internationale ; la seconde voit au contraire dans la force, à doser en fonction des objectifs visés, l'un des éléments d'une panoplie d'action externe qui inclut également les facteurs économique et idéologique. Toutes deux sont l'expression d'une perspective managériale. Mais, si la première renvoie à une politique de cavalier seul ('Fortress America') et se fonde sur des valeurs absolues, la seconde se conçoit dans le cadre d'une alliance internationale et ne recherche que le succès au regard des fins pratiques visées.²² Les 'absolutistes' sont plus enclins que les 'pragmatiques' à considérer une guerre atomique majeure inévitable, mais ils sont les moins nombreux dans les années 1950. Ainsi, la question de l'inévitabilité de la guerre atomique devient un problème politique à connotation fortement idéologique : faut-il laisser à l'adversaire l'initiative de la première frappe (ce que les premiers regardent comme une faiblesse militaire, les seconds comme un atout politique) ?

Comportements politiques

Absolutistes et pragmatiques se sont opposés pour la première fois en 1941-1945, les premiers dominant le théâtre du Pacifique, les seconds, la guerre en Europe. Du second conflit mondial, et des clivages auxquels il a donné lieu entre *Asia-firsters* absolutistes et *Europe-firsters* pragmatiques, sont nés des réseaux d'officiers fondés sur l'interconnaissance, des

²² Janowitz note qu'on retrouve là, chez les managers, la distinction webérienne entre rationalité par rapport aux valeurs et rationalité instrumentale, le *heroic leader* ne se référant quant à lui qu'à la tradition.

orientations et des expériences communes, autour de MacArthur et Marshall, respectivement. Ils s'opposent durement en Corée. Les deux doctrines insistent sur l'intérêt d'objectifs politiques extérieurs consensuels, définis de manière administrative par un super-état-major politico-militaire intégrant toutes les dimensions de l'action internationale.²³ Janowitz relève que ce souci témoigne de la réserve avec laquelle les chefs des armées abordent les questions politiques, qu'ils n'ont pas la prétention de trancher eux-mêmes.

L'armée de l'Air, chargée des représailles atomiques, est à majorité absolutiste, l'armée de terre, tournée vers la guerre limitée, pragmatique, et la marine, en raison de ses missions stratégiques et de théâtre, semble divisée. La rivalité entre armées bat son plein dans la lutte doctrinale autour des notions de représailles massives et de guerre limitée, qui gouvernent la distribution du prestige et des allocations budgétaires. L'évolution dans le temps montre une montée des absolutistes dans l'élite à la fin des années 1950, dans l'armée de terre notamment, dont les officiers les plus jeunes ont mal supporté l'impasse de la guerre de Corée.

La guerre psychologique, que l'auteur préfère appeler 'guerre politique', préoccupe beaucoup les généraux. Il s'agit moins, à l'ère nucléaire, d'amoinrir le moral de l'ennemi en temps de guerre que de renforcer en tout temps le moral national face aux dangers d'apocalypse atomique. La coordination des actions diplomatiques et militaires dans le cadre d'une stratégie déclaratoire crédible aux yeux des adversaires, des alliés et de la population y revêt une importance que souligne le débat autour des représailles massives. Les relations avec les Alliés ont fortement contribué à sensibiliser les généraux à la dimension politique de leur action, et montrent les limites de la thèse de Huntington sur la nécessité pour les militaires de se cantonner strictement à leur domaine.

Depuis 1945, le pouvoir politique a tenté de renforcer les contrôles externes sur l'appareil militaire. Toutefois, ces contrôles ont porté sur les structures administratives plus que sur les décisions, et ils ont conduit les officiers généraux à s'intéresser à la gestion (coûts-efficacité, mesure de la performance, bilans statistiques, automatisation) plus qu'aux conséquences politiques de leurs actes. Et, effet inattendu de l'action, ils ont augmenté plutôt que diminué l'influence du groupe de pression militaire dans la formulation de la politique globale. À cela, trois raisons. Les contrôles externes, malgré les tentatives d'unification qui se succèdent, ont rendu les rivalités interarmées plus intenses. Le Congrès exerce une surveillance tatillonne et méfiante, mais sporadique : il se limite pour l'essentiel à l'examen détaillé du budget. Enfin, la centralisation du pouvoir exécutif rend plus facile l'accès des

²³ C'était là l'ambition initiale du National Security Council lors de sa création, en 1947.

généraux auprès du Secrétaire à la Défense et du Président, sans que les hauts fonctionnaires civils discrétionnaires, soumis à une mobilité plus grande encore que celles des militaires (et qui n'interviennent qu'à titre administratif) puissent s'interposer. Les délais requis par le National Security Council pour harmoniser les points de vue du Pentagone et du Département d'État sont si longs (4 ans pour la question du réarmement allemand) que ses avis demeurent souvent inopérants. L'élite militaire, sélectionnée en fonction de sa facilité de contact avec les politiques, tend à prospérer dans ce système qui lui permet les jeux de bascule entre Exécutif et Législatif, tandis que le milieu de la hiérarchie, typiquement les colonels et les généraux de brigade, persuadés de l'inefficacité des procédures civiles, est sujette à la frustration (comme en France, ajoute Janowitz, ou dans les nouvelles nations du Tiers-monde).

Les alliances passées avec certains groupes civils renforcent l'influence militaire. Elles sont de trois types : la prise d'une seconde carrière civile dans des positions de hautes responsabilités économiques privées ou administratives publiques, l'action de *lobbying* que mènent les associations d'officiers, enfin la participation d'anciens officiers à la vie politique partisane. Il s'agit là d'une donnée nouvelle, car les militaires n'avaient guère manifesté de goût ou de dispositions pour une telle extraversion civile avant le second conflit mondial. Sur le premier point, si les réalités que décrit Janowitz ne diffèrent pas de la présentation qu'en fait C. Wright Mills, il insiste sur la dispersion plus que sur la concentration d'influence qui en résulte. Le second point lui paraît au contraire plus sérieux, car la puissance des relations publiques militaires est considérable. Janowitz y consacre un chapitre entier, détaillant les moyens mis en œuvre. Cependant, les associations défendent des intérêts catégoriels, et vont à la bataille, là encore, en ordre dispersé. Peu d'officiers retraités affrontent le suffrage universel (sauf dans le cas où un parti offre la candidature à un héros militaire connu : il s'agit là d'une vieille tradition américaine, dont les effets ne sont pas statistiquement représentatifs). Leur forme de participation politique préférée est l'appartenance à des associations de soutien souvent éphémères, généralement à droite, voire pour quelques personnalités en vue, à l'extrême-droite. Rien de tout ceci ne contribue à transformer l'élite militaire en force politique unifiée : elle se comporte comme un groupe de pression professionnel, qui se distingue d'autres du même genre par le poids que lui confère la Guerre froide, par un accès privilégié aux instances politiques suprêmes, et une capacité de relations publiques hors du commun.

La communication est un art dans lequel le communicateur finit par prendre son message pour argent comptant, sans recul critique. De là vient la transformation en idéologies des tentatives d'élaboration de doctrines (à la manière des milieux capitalistes après la crise de 1929). Le problème n'est pas que de telles pratiques peuvent faire basculer l'opinion : les

études d'impact des moyens de communication de masse montrent que leur influence n'est décisive que dans les moments de crise ou sur le très long terme. Il est bien plutôt que les médias définissent les termes et les limites de tout débat : on l'a vu après la guerre de Corée, quand le comportement de quelques prisonniers de guerre américains a fait croire à des faiblesses idéologiques, et suscité des velléités politiques de mise au point d'une contre-idéologie ("Militant Liberty") dans les armées. Les échelons intermédiaires et inférieurs opposeront à cette initiative une inertie organisationnelle assez forte pour la priver d'effets. Mais la recherche d'une idéologie, surtout chez les 'absolutistes', n'en disparaît pas pour autant. S'ils devaient l'emporter sur les 'pragmatiques', une crise prolongée les verrait se muer en redoutables doctrinaires.

Épilogue : l'avenir de la profession des armes

L'épilogue est le lieu choisi par Janowitz pour présenter ses prescriptions normatives, leurs attendus et conséquences. Les armées, confrontées à des objectifs multiples – dissuader, mais aussi, le cas échéant, défendre et intervenir, puisque aussi bien les formes nouvelles d'emploi de la force n'éliminent pas les plus anciennes –, doivent maintenir un minimum de stabilité organisationnelle dans un contexte marqué par le changement rapide et la complexité. Elles doivent prendre en considération les effets politiques de leur action, les limites étroites que l'atome impose à l'utilisation fonctionnelle de la violence légitime, et ne pas supposer acquis le soutien des populations amies face à des politiques jugées déstabilisantes. Elles doivent laisser la porte ouverte à des formules de maîtrise des armements, sans perdre de vue la possibilité que de tels efforts nuisent à la stabilité stratégique. Bref, il lui semble que la doctrine 'pragmatique' est infiniment préférable à la position des 'absolutistes', et il propose la transformation des armées en une *constabulary force* mieux adaptée au contexte de dissuasion nucléaire mutuelle. Il en fournit la définition devenue classique :

L'institution militaire devient une *constabulary force* lorsqu'elle se maintient sur le pied de guerre permanent, prête à une action vouée à l'utilisation minimum de la force et recherchant non la victoire, mais la viabilité des relations internationales car elle a intégré la nécessité d'une posture militaire visant à la stabilité (p.418, édition 1974).

Il n'est plus possible aux armées de fonctionner selon la distinction tranchée entre temps de paix et temps de guerre : la dissuasion est de tous les instants. Leur rôle se rapproche par là de celui de la police, dont la tâche de maintien de l'ordre public est permanente (c'est le sens du vocable 'constabulary'). Il y a là, certainement, une difficulté car les militaires n'accordent à la police qu'un statut de prestige inférieur au leur, et la transformation de l'image

de soi n'ira pas sans problèmes. L'analogie, toutefois, est formelle puisqu'il ne s'agit pas de police intérieure, mais de la recherche intéressée d'un ordre stable dans les relations internationales. Dans ces conditions, écrit Janowitz (p.440),

[L]'officier accomplit son devoir, qui peut l'amener à combattre, parce qu'il est un professionnel soucieux d'estime de soi et de valeur morale. La société civile lui permet de maintenir son code d'honneur et l'encourage à développer ses qualités d'expert [*dans l'usage externe de la force*]. Il se soumet au contrôle politique des gouvernants car il sait que les civils apprécient et comprennent les tâches et les responsabilités de la *constabulary force*. Il s'intègre à la société parce qu'il en partage les valeurs communes.

Il doit être prêt à assumer les pressions psychologiques et organisationnelles d'un état d'alerte et de tension permanent. Il lui faut être sensible à l'impact politique et social de son action dans l'arène internationale et tolérer les ambiguïtés qui caractérisent cette dernière. Il doit se soumettre au contrôle civil, non pas seulement parce que la loi et la tradition le lui imposent – les contrôles externes traditionnels sont dépassés – mais parce qu'il accorde du prix aux valeurs civiles qu'il défend, et qu'en vrai 'professionnel' il s'astreint à un contrôle interne sous forme de normes dont la sanction lui incombe en premier ressort. Si la liberté du corps est restreinte en matière nucléaire en raison d'aspects scientifiques qui lui échappent partiellement, son autonomie, garante de sa responsabilité, doit être entière au plan des armes classiques. La tâche des gouvernants civils se limite à la vérification de l'état de préparation des forces une fois fixés les objectifs et les moyens.

La *constabulary force* n'est pas liée à un mode de recrutement militaire particulier. La continuation du système mixte actuel de professionnels, de volontaires et d'appelés soumis à la conscription sélective est pensable, bien que la procédure d'appel sous les drapeaux soit condamnée à n'être ni claire ni égale. Un service national universel dans lequel les formes civiles absorberaient le trop plein démographique se recommande comme le mieux adapté à une démocratie politique. Mais il n'y a aucune raison de supposer qu'une armée de métier poserait à cet égard des problèmes insurmontables. Elle représente, au plan fonctionnel, la forme de recrutement idéale car la spécialisation qu'impose la technologie invite à allonger les temps de service : les appelés et les engagés volontaires de court terme voient leur utilité diminuer dans les armées modernes. La tendance la plus vraisemblable sur le long terme sera donc celle-là. Toutefois, il faudra éviter de se laisser enfermer dans des considérations purement économiques qui traitent la question du recrutement sous le seul angle des niveaux de rémunération propres à garantir la quantité et la qualité souhaitable de la main-d'œuvre. Si

des rémunérations adéquates sont nécessaires dans les armées comme ailleurs, on ne gagnera rien à aligner les militaires sur les pratiques du secteur privé pour cause de compétitivité accrue sur le marché du travail. Une motivation purement matérielle risquerait d'affaiblir les traditions héroïques essentielles à la 'profession'. Elle amoindrirait l'attachement à l'institution de ses membres les plus créatifs, et introduirait des styles de gestion du personnel incompatibles avec la fonction.

La convergence organisationnelle ('civilianisation') entre armées et bureaucraties civiles produite par le processus de rationalisation et la technologie facilite l'intégration des militaires à la société environnante. Il en va ainsi notamment des styles d'exercice de l'autorité, de la fusion des modèles de rôle (*heroic leaders* et *managers*), et de la reconversion des officiers pour une seconde carrière. La *constabulary force* exige une sensibilisation des officiers aux facteurs politiques de l'action militaire, et ce dès la formation initiale. Elle exige de même, pour l'élite, des carrières diversifiées, notamment par des détours dans le civil et dans les autres armées (ce qui tendra à diminuer les rivalités interarmées). Un système régimentaire de retour périodique à une base territoriale aux États-Unis éviterait le sentiment de dispersion des activités ou centres d'intérêt, et favoriserait la cohésion.

Les officiers américains ont, depuis 1945, fait de notables progrès dans leurs rapports à la chose intellectuelle. L'anti-intellectualisme conservateur d'antan a cédé la place à un intérêt qui n'est pas feint pour les disciplines des sciences sociales touchant à la stratégie et aux relations internationales. Leurs relations avec le monde universitaire et les *think tanks* qui gravitent autour des armées sont désormais continues. Cependant, une telle évolution n'a pas tenu toutes ses promesses. D'une part, en raison de l'ascendant exercé par la théorie des jeux, dont les accomplissements ne sont pas à la hauteur des attentes. Les militaires sont, comme d'autres, sujets aux modes intellectuelles : la poursuite d'une théorie générale des relations internationales et de la résolution des conflits est devenue un acte de foi qui bloque toute approche créative des problèmes. D'autre part, les officiers, à l'inverse des médecins ou des juristes, n'ont pas, au sein de la communauté universitaire, de correspondants attirés qui leur permettraient de passer au crible de la critique rationnelle systématique les idées nouvelles. Seul un milieu civil spécialisé dans les questions militaires à l'université pourrait jouer ce rôle.

Enfin, la *constabulary force* est conçue pour minimiser la frustration née des blocages de la Guerre froide, du statut social peu élevé des officiers, et de contrôles externes inadaptés. Les gouvernants civils doivent s'astreindre à fixer aux armées des objectifs réalistes et adaptés aux moyens ; ils doivent assister les militaires dans la définition des doctrines, de telle manière qu'elles reflètent un point de vue véritablement national ; ils doivent favoriser l'estime de soi

‘professionnelle’ des officiers, et mettre au point de nouvelles modalités de contrôle civil. La *constabulary force* s'oppose à l'État-caserne ('Garrison State'), qu'elle propose d'ailleurs un moyen d'éviter : le cauchemar imaginé par Lasswell est bien ce qui risque de devenir réalité si, dans le cadre de tensions internationales prolongées, des politiques démagogues s'allient avec une élite militaire ‘absolutiste’ pour un exercer un pouvoir administratif et politique sans précédent historique.

Le concept proposé est un appel à la responsabilité et à la conciliation de valeurs et de normes qui se sont rapprochées, mais qu'il ne servirait à rien de vouloir confondre. C'est ce qu'exprime la dernière phrase du livre : *“Nier ou supprimer la différence entre civils et militaires ne peut engendrer une authentique similitude, seulement le risque de nouvelles formes de tension et un militarisme qui s'ignore”*.

Editions ultérieures

L'ouvrage, vite classique et fort lu dans les milieux militaires, connaîtra deux rééditions, en 1971 et 1974, dont les prologues esquissent un bilan de la période écoulée depuis sa sortie initiale en 1960. Celle de 1974, la plus complète, servira ici de référence. Janowitz y reprend certaines des hypothèses du livre, précise un certain nombre de thèmes et avance une interprétation originale de l'épisode vietnamien.

Le passage à l'armée de métier, au 1er juillet 1973, a vérifié la prévision formulée treize ans plus tôt par Janowitz. Les tenants de la thèse qui lie cette mutation à la crise provoquée par la guerre au Vietnam se trompent : cette guerre a retardé bien plus qu'elle n'a avancé l'échéance. L'armée de masse a vécu. Si ses linéaments organisationnels sont en place dès le début du siècle, elle ne devient réalité aux États-Unis qu'à compter de Pearl Harbor. Elle ne prend sens que par rapport à la guerre totale, concept pré-nucléaire. L'atome, en enlevant à la victoire stratégique son intérêt, en gommant la distinction temps de paix-temps de guerre, et la technologie, en favorisant la spécialisation et les temps de service longs, ont privé la conscription et la mobilisation de leur raison d'être. Le Vietnam a temporairement masqué ces évolutions, car un contresens majeur a voulu que la guerre y soit livrée pour partie selon les canons de la guerre totale.

Le changement de mode de recrutement et de format (on passe de 3,6 à un peu plus de 2 millions d'hommes entre 1968 et 1973) intervient à un moment où la légitimité sociale et politique des armées est au plus bas. La révolusion à leur égard, consécutive à cet épisode malheureux, mais aussi la politique de détente Est-Ouest inaugurée par Nixon et Kissinger, font perdre aux officiers une bonne partie de leur crédit antérieur. On peut craindre un repli sur

soi conservateur de l'institution militaire. C'est à la lumière de ces développements qu'il faut réexaminer les hypothèses de 1960 :

1) *Libéralisation du style de commandement.* L'autorité consensuelle a triomphé dans la phase ascendante de l'engagement américain en Indochine. L'opposition à la guerre d'une partie croissante de l'opinion, surtout chez les jeunes, et l'annonce d'un retrait à terme par le président Nixon ont privé les combattants du sens qu'ils donnaient jusque-là à leur action. L'autorité s'est affaiblie au point qu'on a vu des supérieurs négocier avec leurs subordonnés, et les cas d'indiscipline ont été nombreux. Malgré l'évident désir de certains officiers d'en revenir à l'orthodoxie ancienne, tout retour en arrière a été bloqué par l'avènement de l'armée de métier : prisonnière du marché du travail et fondée sur des principes plus contractuels que la conscription, celle-ci ne peut se permettre de donner d'elle-même une image trop répressive, éloignée de la culture dominante dans la jeunesse. Un équilibre nouveau reste à trouver, mais les limites externes de l'évolution annoncée en 1960 ont sans doute été atteintes.

2) *Convergence des emplois et qualifications militaires avec ceux des élites civiles.* La proportion des emplois militaires sans équivalents civils a cessé de baisser dans les années 1960 : les armées confient de plus en plus souvent les tâches logistiques et techniques sédentaires à des civils, fonctionnaires ou sous-traitants. La transférabilité vers le secteur économique ou administratif public des qualifications acquises par les officiers n'a pas décru si l'on en juge par le nombre de ceux qui s'engagent dans une seconde carrière. Cependant, leur prestige n'est plus celui des officiers généraux de la Seconde Guerre mondiale, et les postes de direction dans des grandes entreprises ne leur sont plus confiés. Un fossé sépare la distribution du prestige afférent aux divers emplois dans l'armée et dans le civil : elle constitue un frein à la convergence civilo-militaire postulée. Là encore, les limites sont atteintes.

3) *Élargissement de la base de recrutement.* Il en va de même des origines sociales par le simple jeu de la réduction de format des armées. L'endorecrutement est en hausse. Un fait notable, pourtant, est que les fils de l'*upper middle class* délaissent la carrière militaire, et que les milieux restreints auxquels le corps des officiers s'alimente comporte désormais 20% environ de fils d'ouvriers, 35% de Catholiques, et des représentants des minorités (Noirs, Hispaniques, Indiens) en plus grand nombre. La fermeture de nombreuses sections de formation d'officiers (ROTC) dans les universités prestigieuses renforcera cette tendance. La prédominance des natifs de petites villes de l'*hinterland* rural se renforce, tandis que les élites civiles voient les origines urbaines et industrielles s'affirmer en leur sein. Malgré la baisse du statut social moyen d'origine, l'influence conservatrice de l'arrière-plan social (surtout chez les fils de militaires et les catholiques de la *lower middle class* et des franges supérieures de la

classe ouvrière) ne semble pas devoir disparaître. La question du recrutement social des armées se pose très différemment au niveau du rang depuis le passage à l'armée de métier, dont les concentrations élevées de Noirs et de défavorisés mettent en cause la représentativité.

4) *Importance des trajectoires de carrière pour l'accès à l'élite.* La perspective d'une réduction du nombre des postes à pourvoir a engendré un regain de carriérisme (défini cette fois comme la recherche de trajectoires institutionnelles conformes aux prescriptions du moment ou à un modèle conventionnel). L'accès à l'élite du corps ne récompense plus l'innovation car l'organisationnel permet moins aisément aux novateurs de se distinguer que ce n'était le cas auparavant. Dès lors, la sélection négative et l'appui de supérieurs influents ont joué un plus grand rôle dans les nominations aux grades d'officiers généraux.

5) *Fragmentation de l'identité et de l'idéologie.* Dans la mesure où les hommes réagissent à l'image que les autres leur renvoient d'eux-mêmes, la baisse de prestige due à l'échec au Vietnam a entraîné une baisse de l'estime de soi des officiers. La recherche des causes de cet échec les conduit à incriminer le gradualisme imposé par les politiques dans l'application de la force. La doctrine 'absolutiste', minoritaire mais en ascension au cours des années 1950, triomphe en Indochine à partir de la conversion, pour des raisons obscures, du chef de file des 'pragmatiques', le général Maxwell Taylor, aux thèses de Walt W. Rostow, conseiller de Kennedy et artisan de l'intervention à grande échelle. Depuis le retrait, l'essentiel des énergies est consommé par le souci de survie institutionnelle dans le contexte d'une baisse des budgets et des effectifs. Chaque armée cherche à s'assurer pour l'avenir les armements qui garantissent la pérennité de ses traditions héroïques, et qui lui éviteront la *diminutio capitis* d'un simple rôle auxiliaire au service des autres armées. Toutefois, le point de vue 'pragmatique' survit grâce à l'acceptation fort répandue du principe de maîtrise des armements.

Janowitz conclut que le processus de 'civilianisation' décrit et analysé en 1960 touche à son terme, et sur certains points risque de se renverser. Pourtant, l'issue n'est pas prédéterminée. La civilianisation semble gagner du terrain dans le style de vie des familles de militaires, dont l'aspiration est à une existence 'normale', c'est-à-dire aussi proche que possible du style de vie dominant dans la société civile. Le repli sur soi trouve là un contrepoison. L'ambivalence des sentiments conduit les militaires à se comporter à la manière d'un groupe ethnique minoritaire, soucieux de solidarité et de cohésion interne, mais très sensible au plus petit signe d'exclusion de la société environnante. L'influence civile se signale également, de manière négative, par l'irruption dans les armées des tensions raciales extérieures, de nature à

remettre en cause le rôle pilote des armées dans le processus d'intégration, et par l'adhésion, au tournant des années 1970, de nombreux fils et filles de militaires au mouvement pacifiste de la jeunesse, laissant entrevoir une baisse du taux d'endorecrutement.

L'auteur termine par les problèmes de contrôle civil, et ne peut éviter l'examen, à la lumière des quinze années écoulées, de la thèse millsienne dite du 'complexe militaro-industriel'. Il relève que si les alliances conclues entre firmes d'armement, officiers retraités et parlementaires intéressés à la présence des premières dans leurs circonscriptions, ont dépassé la mesure, leur influence n'a pas été celle que cette thèse radicale laissait attendre. Toutes les décisions touchant au Vietnam ont été prises par la seule Maison Blanche : les militaires sont demeurés des *junior partners* dans la formulation de la politique extérieure. Il note également que les milieux économiques, effrayés par l'inflation consécutive à l'effort de guerre au Vietnam, ont été parmi les premiers à condamner sa poursuite. La puissante vague d'antimilitarisme du tournant des années 1970 a changé l'équation des rapports armée-société.

Les concepteurs de l'armée de métier, Milton Friedman et la Commission Gates, pensent pouvoir résoudre simultanément les problèmes de contrôle civil et de recrutement en soumettant les armées au seul marché du travail. Ils se trompent lourdement : les officiers acceptent volontiers la revalorisation de leurs soldes, nécessaire au maintien de leur prestige, mais refusent d'y voir le principe unique de leur motivation. Un tel principe néglige leur tradition héroïque et leur statut de 'professionnels' responsables. En d'autres termes, il les banalise, portant par là atteinte à leur efficacité fonctionnelle, sans empêcher l'élargissement du fossé qui se creuse entre eux et la société. La seule solution à ces difficultés réside dans des dispositions institutionnelles adaptées (mobilité externe, recrutement latéral, création d'une forte tradition de service public, etc.).

oOo

On voit en quoi le mariage réussi d'une perspective webérienne et du pragmatisme hérité par Janowitz de l'école de Chicago – diversité de valeurs dont tout le problème consiste à savoir comment les concilier à l'intérieur de contextes historiques changeants – qualifie ce livre comme l'un des grands classiques du champ militaire. Il se conforme par là au schéma de tout grand ouvrage de sciences sociales : synthèse originale de traditions dominantes mais éparses. Il va cependant bien au-delà d'une simple prouesse intellectuelle : son propos répond de manière positive aux exigences de l'heure. Janowitz prend le contre-pied du pessimisme libéral d'un Lasswell, faisant l'hypothèse, en 1941, d'une militarisation de la société sous l'effet de menaces externes prolongées ('Garrison State'). Il affirme que le problème se pose en

termes inverses : l'armée s'est 'civilianisée', et il convient de savoir comment maintenir sa responsabilité, donc son autonomie relative, garantes d'un contrôle civil effectif par absence de mélange des genres. Loin du négativisme radical de C. Wright Mills et des positions conservatrices de Huntington, que les nécessités stratégiques pour l'un, la réaffirmation de la culture libérale dominante pour l'autre, ne permettaient guère de retenir, *The Professional Soldier* propose une voie moyenne propre à satisfaire simultanément l'impératif fonctionnel d'efficacité et l'impératif sociopolitique d'intégration externe des armées. On voit également en quoi la première grande synthèse empirique et analytique sur l'institution militaire et ses rapports avec la société donne au livre vocation à devenir l'ouvrage fondateur du milieu spécialisé dont nombre de *social scientists*, d'observateurs de la chose militaire et de politiques appelaient de leurs vœux l'éclosion depuis 1941 : il est indépendant et de portée générale, là où les travaux 'technologiques' jusque-là dominants étaient fragmentaires, techniques et soumis au seul point de vue du commandement. La légitimité intellectuelle qu'il confère au champ est enfin acquise.

Pourtant, nul n'est prophète en son pays. Bien que fort lu, l'ouvrage ne sera pas suivi des effets pratiques qu'il préconise. L'Amérique, optant pour un effort de guerre long et ambigu au Vietnam qui voit triompher la doctrine 'absolutiste', tourne pour l'essentiel le dos à la *constabulary force*. Peu après, elle met en place, selon une philosophie économiste néo-classique libérale, une armée de métier régulée par le seul marché, qui nie la spécificité institutionnelle de l'organisation et de la 'profession' militaires.

Le destin de la branche janowizienne du milieu spécialisé est scellé : elle sera légitime, et à ce titre suscitera beaucoup d'échos, mais minoritaire et en porte-à-faux par rapport aux courants porteurs du *mainstream* politique et militaire. Centriste, elle reproduit formellement le schéma des sciences sociales américaines à leurs débuts, coincées entre l'exceptionnalisme libéral et des positions conservatrices ou historicistes inacceptables pour la culture dominante, mais trouvant dans le pragmatisme de Chicago une porte de sortie. Il ne faut pas s'en étonner. Les deux démarches sont portées par l'appel pragmatique à la conciliation institutionnelle des contraires, au service de l'utilité sociale démocratique. Ici, entre dimensions individuelle et collective de la condition humaine, là entre valeurs civiles et militaires. De John Dewey à Morris Janowitz, la filiation est directe.

Que reste-t-il, un demi-siècle plus tard, des thèses avancées par Janowitz ? La sociologie du corps des officiers n'a en rien vieilli : on peut avec fruit en reproduire le modèle pour n'importe quelle armée occidentale aujourd'hui encore, pertinente qu'elle est tant par les thèmes qu'elle introduit, par les questions qu'elle soulève à leurs propos, que par les réponses qu'elle y apporte sur la base des faits observables, aux États-Unis et ailleurs. Mais l'aspect le plus spectaculaire de sa réussite intellectuelle réside dans la confirmation factuelle du bien-fondé de ses prescriptions normatives et des logiques tendancielle qu'il avait identifiées à une époque où il semblait difficile de les imaginer. La *constabulary force*, sur le pied de guerre permanent mais vouée à une conciliation pragmatique des intérêts nationaux et de la stabilité internationale, conçue sous la Guerre froide comme seule solution pour éviter l'apocalypse nucléaire sans renoncer à la défense, lui a survécu, et a même prospéré, sous la forme des opérations multinationales en faveur de la paix. Elle apparaît avec le recul comme l'un des seuls éléments de continuité entre l'avant- et l'après-1990. Janowitz avait, de ce point de vue, mieux anticipé l'avenir que Raymond Aron. On trouve aussi, en creux, confirmation du bien-fondé de ses analyses dans l'échec relatif des options politico-stratégiques américaines de l'après-11 septembre 2001 (Irak, Afghanistan), d'inspiration 'absolutiste', comme l'avait été la guerre du Vietnam (dont manifestement la leçon – il est des contextes dans lesquels la fonctionnalité de la force connaît des limites – a été oubliée).²⁴

L'idée d'une convergence ayant atteint les frontières du possible, et même sujette à des retournements partiels, impulsée par la technologie, pointe avancée d'une rationalisation commune aux armées et aux sociétés, est une clé analytique qui demeure aujourd'hui encore précieuse. L'exemple le plus spectaculaire de prescience, fruit de la même démarche consistant à projeter un type idéal dans l'avenir, est celui de la prédiction du déclin des armées de masse à une époque (1960) où elles étaient encore toutes de ce type, et de son corollaire : la fin, à terme, de la conscription. Janowitz n'aurait pas été surpris de constater que les armées à

²⁴ L'absolutisme des années 2000 est civil avant d'être militaire : il est celui des idéologues néo-conservateurs de l'Administration Bush. Il tourne le dos au concept de *constabulary force* (qui en revanche décrit bien la pratique militaire française et britannique du dernier tiers du 20^e siècle – mais peut-être pas celle de la décennie qui s'achève). Il est bien sûr une réaction au traumatisme du 11 septembre, mais aussi une lecture biaisée du rôle de l'Administration Reagan dans l'implosion de l'URSS et du communisme est-européen : l'idée s'est installée que le volontarisme agressif paie. Cette idéologie va au-delà de l'absolutisme militaire, puisque les armées américaines, conscientes des difficultés prévisibles, étaient réticentes à intervenir massivement en Irak. Si l'on compare les résultats de l'action aux objectifs proclamés initialement, l'échec est patent, et il affaiblit considérablement pour l'avenir la valeur dissuasive de la puissance américaine à l'égard des forces de subversion de l'ordre international. Face au contexte créé, ou révélé, par le 11 septembre, la philosophie janowitzienne aurait conseillé l'endiguement, et si nécessaire, des interventions à durée, objectifs et moyens limités, à base de frappes à distance, de recours aux forces spéciales éventuellement élargies, et aux agences de renseignement.

recrutement intégralement volontaire sont aujourd'hui devenues la norme. Il avait même situé par avance toutes les faiblesses à venir de l'armée de métier américaine telle que conçue par Milton Friedman sur la seule base d'un marché du travail censé régler tous les problèmes. Ces difficultés graves – la *All-Volunteer Force* de la fin des années 1970 est en panne de recrutement et de fidélisation – seront d'ailleurs résolues, au-delà de la hausse massive des rémunérations voulue par Reagan à compter de 1982, par le recours (dans l'armée de terre, la plus exposée aux déficits de ressources humaines) aux solutions préconisées par Janowitz et ses disciples Charles Moskos et David Segal. Bref, l'acuité et la profondeur analytiques, la valeur prédictive de ses thèses ont de nos jours encore de quoi impressionner.

Y a-t-il des tendances apparues depuis lors qui lui aient échappé, ou qui affaiblissent la portée de son propos ? Ses préférences personnelles, en disciple de Dewey (et au-delà, de William James), allaient à une réaffirmation de la citoyenneté. Il ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur les chances de succès des projets de service civil volontaire qu'il avait impulsés comme complément de l'armée de métier (projets dont Charles Moskos après lui devait se faire le chantre passionné). Mais il aurait sans doute été déçu de l'absence de volontarisme politique à cet égard, face à la montée de l'individualisation des rapports sociaux (et il aurait été étonné que la France d'aujourd'hui ne puisse faire mieux en la matière qu'un service civique se contentant de viser le recrutement d'une infime proportion de jeunes).

Il n'avait pas vu venir la privatisation d'une partie de l'action militaire, qu'il aurait certainement désapprouvée bien qu'elle puisse, pour une part, se rattacher à la tendance fondamentale à la rationalisation qu'il avait mise au centre de l'analyse. Il y aurait détecté, pour une autre part, l'effet d'une ligne de plus grande pente idéologique à laquelle il fallait résister pour éviter de rendre l'intégration de la société plus difficile encore qu'elle ne l'est spontanément. On peut supposer qu'il aurait cru bon de s'intéresser de près aux formes de contrôle politique qu'appelle la privatisation.

Toutefois, l'aspect aujourd'hui le plus friable de sa démonstration est sans doute le rôle qu'y joue le concept de 'profession'. Si sa génération pouvait, en raison du contexte historique qui était le sien, le parer de puissantes vertus tant sociales qu'analytiques, ce contexte n'est plus, et ces vertus n'ont plus cours aujourd'hui, du moins avec la même force. Les 'professions' classiques – celles qui touchent à la santé, au droit, au salut des âmes, au savoir – ont vu leur statut social se transformer et décliner relativement. L'échange 'exercice désintéressé d'une fonction socialement importante et de niveau élevé' contre 'prestige et honneur social' a vu son économie générale se désorganiser peu à peu, sous l'effet de divers facteurs. L'un est certainement qu'avec la montée des niveaux moyens d'éducation dans les

populations occidentales, la distance sociale entre ‘professionnels’ et usagers ou bénéficiaires de leurs services s'est amoindrie. La critique vient plus facilement, et la confiance n'est plus sans réserve. L'individualisation a fait le reste : toute erreur, au lieu d'être mise au compte des limites du savoir, de la difficulté objective du diagnostic, ou de la malchance dans ce qui n'est qu'un art savant, leur est reprochée devant les tribunaux ou dans les médias au nom du droit des individus lésés à réparation, ou d'une bruyante éthique de conviction. Devant l'affaiblissement de la contrepartie symbolique de leurs longues études et de la difficulté de leur art, mais aussi face à la hausse des attentes à leur égard (et pour certains d'entre eux, des polices d'assurance à souscrire afin de couvrir les risques judiciaires nouveaux de leur métier), les ‘professionnels’ ont adopté des comportements souvent moins désintéressés : le sentiment de ‘noblesse oblige’ est beaucoup moins évident. L'honneur qui gouvernait leurs rapports entre eux et avec ceux qui recourent à leurs services s'est affaibli. On a même vu l'apparition, là où on les attendait peu (par exemple en matière de santé), de comportements corporatistes, commerciaux, ou de mise à profit financier de l'état du marché.

La sociologie des professions a enregistré et théorisé ces évolutions. Elle a, de Hughes à Freidson puis à Abbott et d'autres, relativisé, conflictualisé et historicisé les contours et les dimensions du concept. Et la sociologie générale constate, avec François Dubet, que :

[à] côté des flux qui attachent les individus les uns aux autres se mettent en place des mécanismes que l'on peut considérer comme des machines, des systèmes produits par la politique et les grandes organisations, et qui imposent une coordination de l'action indépendante des intentions des individus. [...] Ce qui est souvent vécu comme une bureaucratisation continue de la vie sociale. [...] [P]our l'essentiel la cohésion sociale tient moins aux valeurs partagées et au pré-réglage des conduites qu'elle ne s'appuie sur une production continue de règles qui encadrent et coordonnent la plupart des conduites quand les relations de face à face et les accords sociaux ne suffisent plus. [...] Il s'est mis en place tout un dispositif juridique, technique et assurantiel, qui encadre la vieille relation de confiance. [...] Ainsi, la confiance n'est pas qu'affaire de dispositions morales ; elle est d'abord une confiance dans des dispositifs et des outils [coordonnant les relations entre acteurs par des règles bien plus que par des valeurs ou des normes sociales]. [...] Et généralement, quand il y a un accident, c'est l'être humain qui a failli parce que les règles n'ont pas été suivies. La traçabilité de tous les actes et les systèmes d'alerte commandent, en amont et en aval, la régulation des conduites.²⁵

²⁵ François Dubet, *Le travail des sociétés*, Paris, Seuil, 2009, pp.299-303.

On notera dans cet extrait la fréquence des verbes ‘encadrer’ et ‘coordonner’, qui situent bien les sources de l'amointrissement de l'autonomie ‘professionnelle’, et – sous bénéfice d'inventaire – de l'ascendant de la dimension bureaucratique sur celle de la ‘profession’.

Certes, au vu de ces évolutions, les thèses pragmatiques de Morris Janowitz sont beaucoup moins vulnérables que celles des fonctionnalistes, désormais vues comme naïves. Il savait que le corporatisme militaire existe ; il avait analysé les effets de la perte du prestige après l'échec au Vietnam, de la déliquescence institutionnelle qu'il avait entraînée, et du rejet par la jeunesse des valeurs et normes militaires dans la décennie 1970. Il savait aussi que les normes ‘professionnelles’ ne définissent que les bornes fondamentales, celles de la déontologie, entre le normal et le pathologique ; et qu'entre ces bornes l'incertitude, les luttes et la négociation explicite ou implicite reprennent leurs droits. Il s'était préoccupé de la frustration des militaires née d'une autonomie restreinte (et serait obligé de constater qu'elle l'est plus encore de nos jours en raison de la couverture et de la diffusion médiatiques en direct de leur action, et par voie de conséquence, du contrôle plus serré, en temps réel, de cette action par le politique). Il pourrait arguer que, consécutif à la résurgence des valeurs d'ordre depuis les années 1980, le retour du prestige (fragile, car indexé sur le degré de popularité ou d'impopularité de guerres ou d'opérations dont les militaires ne décident pas) a rendu une partie de son sens à la profession des armes au moment même où la plupart des autres ‘professions’ voyaient le leur s'effriter.

Mais, face à la judiciarisation, à la codification technico-éthico-juridique préventive de l'action qu'elle entraîne, aux dilemmes qu'elle crée entre la mission, des normes juridiques incertaines à force de complexité, et les fluctuations du sentiment éthique dominant dans la société, il ne pourrait plus s'en remettre à titre principal à l'autocontrôle subjectif, renforcé par une intégration harmonieuse à la société civile et l'intériorisation de ses valeurs centrales, pour s'assurer de l'adéquation de l'action et de l'institution militaires aux attentes sociétales. Il serait obligé de s'intéresser de près aux facteurs qui restreignent l'autonomie à l'intérieur du cadre défini par les normes ‘professionnelles’ anciennes – à la montée (qu'il avait entrevue) des valeurs universalistes en lieu et place de l'égoïsme sacré des nations, au *benchmarking* des pratiques, au rôle des médias, à celui des ONG, ou des tribunaux, à l'exploration des questions éthiques là où autrefois l'ordre reçu suffisait, etc.

Il en conclurait peut-être à un approfondissement des logiques de la *constabulary force*, qui ajouterait au souci de la stabilité de l'ordre international celui de l'approbation d'une opinion publique désormais *mondialisée*. Ce qui le confirmerait sans doute dans ses convictions pragmatistes : celles de références plurielles difficiles à tenir ensemble, mais qu'il faut bien

parvenir à concilier – sans syncrétisme sous peine de confusion générale. Son aptitude aux visées prophétiques à base de types idéaux projetés dans l'avenir lui ferait peut-être conclure, au vu des statistiques guerrières récentes, résolument à la baisse, du Human Security Center,²⁶ à une pacification progressive du monde, peut-être réversible s'il ne parvient pas à produire un minimum de cohésion planétaire, et au transfert de la violence vers des formes sectaires, ou plus largement sociales – ce que traduit bien l'apparition récente aux côtés du terme 'défense' du vocable 'sécurité', en passe de prendre le dessus sur le premier dans l'intitulé des ministères chargés de la fonction, tout comme celui-ci avait pris le pas, à compter des années 1930, sur celui de 'guerre'.

Mais on s'égare dans un exercice de ventriloquie intellectuelle, et mieux vaut en rester là – non sans avoir une dernière fois souligné l'intérêt de l'ouvrage pour qui souhaite comprendre les évolutions qui affectent le maniement de la force, et ceux chargés de le mettre en œuvre, depuis plus d'un demi-siècle.

Bernard Boëne

²⁶ <http://www.hsrgroup.org/human-security-reports/human-security-report.aspx>.